

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 20, DIM. 21, LUN. 22 JANVIER 1979 - N° 836

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Le chômage intolérable

Le Premier ministre pensait-il réellement faire recette ? Les mass-medias s'étaient mobilisées comme elles savent le faire pour permettre à Barre de réussir son show. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il a fait un bide, le Premier ministre. On a du mal à croire qu'il voulait simplement donner l'illusion qu'il se soucie du drame vécu par des milliers de familles ouvrières frappées par le chômage.

Il est vrai que de nos jours, on n'a guère l'habitude d'entendre annoncer des créations d'emplois... Enfin, quand même, 11 600 emplois étalés sur 3 ans ! Et encore, il y en a qui sont déjà créés et certaines décentralisation ne créeront rien du tout puisque le personnel devrait suivre.

Alors ? Balivernes, escroquerie, ou tout simplement provocation... Il fallait le voir à la télé le Premier ministre. Content de lui, comme toujours. On aura bientôt atteint les deux millions de chômeurs, les usines ferment par dizaines, des régions entières sont vouées à terme, à devenir des déserts. Tout ça n'empêche pas M. Barre de pérorer sur les ondes en continuant à tenir « le langage de l'effort ».

Le cynisme affiché par le Premier ministre a révolté les sidérurgistes. A Usinor Denain, plusieurs centaines d'entre eux qui occupaient les bureaux patronaux ont tout détruit. En Lorraine aussi, le discours gouvernemental a été ressenti comme une insulte. Des gares ont été bloquées, des bureaux occupés...

La lutte contre le chômage est par définition une lutte difficile ; dans la sidérurgie lorraine et du Nord, peut-être plus qu'ailleurs encore. Pourtant, le chômage a maintenant atteint de telles proportions qu'il est devenu intolérable. Que faire ? Où aller ? Ailleurs, c'est pareil... De plus en plus, les sidérurgistes se tournent vers la lutte. Les 50 000 manifestants de Metz en sont une illustration.

En l'espace de quelques jours, des travailleurs d'autres branches ont également décidé de ne pas se laisser jeter à la rue. A la SNAV dans le Rhône, à Nantes chez Brissonneau et Lotz, à la Solpa d'Homécourt près de Longwy — pour ne citer que les plus connues — ils occupent leurs usines. L'opération complètement ratée de Barre, montre une chose : l'Etat et les patrons ne peuvent plus masquer leurs responsabilités ; ils ne peuvent plus invoquer on-ne-sait-trop quelle raison indépendante de leur volonté. Ça ne marche plus ! On le voit dans le large soutien dont bénéficient ceux qui luttent. On le voit dans les dizaines d'actions d'occupations, de grèves qui se déroulent actuellement et notamment depuis quelques jours.

Les grands moyens d'information font ce qu'ils peuvent, mais ne parviennent pas à le cacher : il y a actuellement en France des milliers de travailleurs qui luttent contre le chômage. Bien sûr, les difficultés ne manquent pas. Mais les faits sont là ; et des signes nombreux nous indiquent que ce mouvement va s'amplifier. L'idée fait son chemin chez les travailleurs : Oui, il est possible de lutter contre le chômage.

Gérard PRIVAT

NOTRE RUBRIQUE AUJOURD'HUI :

Contraires
au sein du peuple
Destabilisation
en Espagne.
Pourquoi ?

Lire en pages 4 et 5

Après la fuite du Shah, LE PEUPLE EST DANS LA RUE contre le gouvernement Bakhtiar



Cette semaine, la joie a éclaté dans les rues des villes iraniennes. Par centaines de milliers, les Iraniens ont fêté leur première victoire : la fuite du Shah, le bourreau sanguinaire.

Pendant des années, le peuple iranien avait du subir une des dictatures les plus féroces. Par centaines, par milliers, les militants, les patriotes, les travailleurs ont été assassinés, torturés, réprimés par le

bourreau et sa police politique, la sinistre Savak.

Dans les rues, sur les places, les statues de la dynastie Pahlavi ont été jetées à bas par le peuple. Le monarque a fui, c'est la première victoire du peuple iranien.

La question est maintenant de l'avenir. Pour l'heure, la tentative Bakhtiar est massivement rejetée par le peuple. Vendredi, à l'appel du mouvement religieux, une véritable

marée humaine a défilé toute la journée dans les rues des villes. A Téhéran, on parlait de plus de deux millions de personnes. Cette journée avait un caractère religieux, mais était très nettement dirigée contre Bakhtiar. A Neauphle-le-Château, l'Ayatollah Khomeiny a refusé de recevoir l'envoyé du conseil de régence indiquant qu'il ne le recevrait que lorsque celui-ci lui apportera sa démission. Lire en page 13

AVORTEMENT
ET CONTRACEPTION
LIBRES
ET REMBOURSÉS

Rassemblement
samedi 14 heures
devant
l'hôpital Lariboisière
à Paris

Enquête en Lorraine

Dans le pays haut
menacé de disparition

A l'UL CFTD de Longwy, les syndicalistes ont reçu cette lettre signée : « Une paire de vieux », accompagnée d'un billet de 100 F... C'est un témoignage de solidarité à la lutte pour continuer à vivre et travailler dans le haut pays :

« Mes braves ouvriers,

Nous sommes un couple de vieillards, dont le mari est malade. Mais nous participons de tout notre cœur à tout ce que vous faites pour garder le travail et notre contrée. J'ai 73 ans, jamais je n'ai vu une chose si grave. Si cela arrive, nous aurons deux chômeurs, et deux jeunes qui sortent cette année de leurs études. Que feront-ils ? Espérons que vous réussirez. Et je vous envoie un modeste billet pour les gars du crassier. Et courage pour tous. (...)

Une paire de vieux »

Lire en pages 8 et 9

LE NOUVEL OBSERVATEUR

● Le *Nouvel Observateur* ne laisse qu'une «opinion» à K.S. Karol pour exprimer son point de vue sur l'agression vietnamienne. Ce journaliste courageux ose interpeller la gauche européenne (comme il l'a fait au colloque international de *Il Manifesto* à Milan) sur la «stratégie soviétique d'encerclement et de harcèlement de la Chine».

(...) «Malheureusement, la première leçon qui s'impose à la lumière des faits réels, c'est que, à Phnom Penh comme à Prague, dans le conflit entre pays frères, le vainqueur a été celui qui disposait du plus grand nombre de divisions blindées et d'avions. Les insurgés cambodgiens sont aussi peu connus et représentatifs que les anonymes «communistes tchécoslovaques» qui, dix ans plus tôt, avaient appelé les armées du Pacte de Varsovie au secours de leur cause. Il y aura demain, à Phnom Penh, un Husak cambodgien — l'occupant trouve toujours des hommes à sa dévotion — mais il ne pourra gouverner que si l'armée vietnamienne s'installe en permanence dans son pays, comme celle de l'URSS en Tchécoslovaquie».

«SEIZIEME MEMBRE DE L'O.T.A.N.»

«La deuxième leçon qu'il convient de tirer de cette invasion «socialiste», c'est qu'elle n'a été possible que grâce à l'URSS et dans le cadre d'une stratégie soviétique d'encerclement et de harcèlement de la Chine populaire. La prise de Phnom Penh est la première conséquence du pacte militaire soviéto-vietnamien, conclu le 3 novembre dernier à Moscou. Mais il y aura bientôt d'autres conséquences, car l'URSS est déterminée à empêcher par tous les moyens la Chine de sortir de son sous-développement et de devenir son égale sur le plan économique et militaire. Et les Soviétiques sont

suffisamment habiles pour mener cette politique par Vietnamiens interposés, tout comme, en Afrique, ils se servent des Cubains plutôt que d'intervenir directement. (...)

(...) «Il n'est pas facile, pour un Occidental, de reprocher aux Vietnamiens cette décision et de critiquer leurs actes, même les plus répréhensibles. Mais il ne faut pas quand même que cette mauvaise conscience nous empêche de voir les réalités. Et l'une de ces réalités, c'est que l'URSS et ses alliés européens, s'ils sont capables d'organiser un pont aérien pour transporter les tanks en Ethiopie, ne se soucient guère de fournir des vivres aux Vietnamiens. Le COMECON a des moyens suffisants pour venir en aide à son prestigieux allié d'Asie mais il ne lui livre priorité que des tanks et des avions, ne se laissant guère émouvoir par le spectacle tragique qu'offrent les bateaux de réfugiés du Vietnam — principalement d'origine chinoise — qui sillonnent les mers du Sud.

En poussant le Vietnam dans l'aventure cambodgienne, les Soviétiques comptaient, dès le début, faire d'une pierre deux coups. Plus le Vietnam s'enfonçait dans la guerre et plus il devenait dépendant — comme c'est le cas de Cuba — de Moscou. De plus, en privant le Cambodge de son indépendance, les Soviétiques suppriment un témoin gênant de leur collusion — bien réelle, celle-là — avec l'impérialisme américain. Leurs amis d'Asie ou d'Europe préférèrent ne pas en parler, mais le fait est que, pendant la période la plus difficile de l'histoire récente du Cambodge, quand les «B-52» américains déversaient sur ce pays des tonnes de bombes à billes, l'URSS entretenait d'excellentes relations avec le régime de Lon Nol, installé par les Etats-Unis à Phnom Penh.

Mais parlons plutôt de l'avenir. L'URSS vient d'effectuer des démarches officielles à Londres et à Rome pour empêcher la

L'invasion du Cambodge prouve que les Soviétiques sont décidés à tout pour empêcher la Chine de sortir de son sous-développement.

vente d'armes à la Chine. Elle ira bien plus loin demain si la Chine se renforce quand même, et elle se servira de son seul atout majeur — sa supériorité militaire — pour allumer des foyers de guerre aux frontières chinoises du Sud et du Nord.

Je crois qu'un tel développement sera fatal pour toute la

gauche. Le socialisme, qui s'identifiait jusqu'ici, dans la conscience des travailleurs, avec la paix, devient peu à peu synonyme de guerre, de déclenchement possible d'un conflit mondial. C'est pourquoi, plutôt que de s'abriter derrière la fable d'une «insurrection cambodgienne» soutenue par des divisions

blindées et des Mig 21, il faut continuer à proclamer haut et fort que l'URSS n'a aucun droit à occuper directement ou par alliés interposés des pays souverains et que les divergences entre Etats ou partis — fussent-ils communistes — ne sauraient être réglées unilatéralement en vertu de la loi du plus fort.

● *Lutte Ouvrière* se pose la question : au Cambodge, qui représente la population ? A ses yeux, l'agression vietnamienne est justifiée, pour autant que les troupes vietnamiennes ne restent pas trop longtemps en territoire occupé...

Cambodge

La seule question : qui représente réellement la population ?

(...) «Bien sûr, on ne peut affirmer que les dirigeants vietnamiens défendent vraiment les intérêts du peuple vietnamien, ni à plus forte raison qu'ils défendent les intérêts des autres peuples de cette région du monde. Mais il n'empêche que ces dirigeants ont représenté pendant longtemps ces intérêts, d'abord contre l'impérialisme français, ensuite contre l'impérialisme américain. Ils les ont représentés vaillamment, les armes à la main, avec l'accord physique et moral des peuples de cette région. Et aujourd'hui, même avec cette intervention au Cambodge et les aspects négatifs qu'elle peut

avoir, il est possible qu'ils représentent encore ces intérêts.

De fait, pour avoir droit à l'existence indépendante, tous les pays ex-coloniaux se heurtent à l'étriquet des frontières nationales que leur ont léguées l'impérialisme. D'ailleurs, au temps de la domination coloniale, l'impérialisme français avait réuni l'Annam, le Laos, le Cambodge, le Tonkin et la Cochinchine en une même entité coloniale, l'Indochine, parce que cela apparaissait aux administrateurs coloniaux comme un tout économique et social. Et c'est lorsque la lutte des maquisards vietminhs a obligé l'impérialisme français à laisser la place que celui-ci

imposé en se retirant la division en de plus petits Etats, en espérant bien que cette division ferait s'opposer ces Etats les uns contre les autres. (...)

«Tous les dirigeants impérialistes du monde considèrent leur propre intervention justifiée quand un chef d'Etat, même vomi par son peuple, les appelle à son secours. Nous, prolétaires, qui ne devons pas avoir de patrie, nous considérons qu'une intervention militaire d'un Etat étranger peut être justifiée quand elle a l'accord des populations qui appellent au secours, y compris contre ses propres dirigeants. C'est cela qui doit motiver nos jugements».

Lutte Ouvrière



● Le journal de l'A.G.E.G., le dernier numéro avant son 13^e congrès, aborde la mobilisation qui a arraché à la répression trois militants syndicalistes au dernier trimestre de 1978. Cet éditorial examine aussi les perspectives de lutte qui s'offrent au peuple guadeloupéen dans sa lutte contre le colonialisme français pour son droit à l'indépendance.

«Le mercredi 20 septembre 1978, le gouvernement colonialiste français procédait à l'arrestation de trois dirigeants syndicalistes guadeloupéens : René Chicote de l'U.P.G. (Union des Paysans pauvres de Guadeloupe), Serge Montout de l'U.P.G. et de l'U.G.T.G. (Union générale des Travailleurs de Guadeloupe)

et Lucien Gayadine du S.G.E.G. (Syndicat général de l'Education en Guadeloupe). Pourquoi ?

Le «crime» reproché aux camarades Chicote et Montout, c'est de lutter avec leur syndicat, contre l'implantation, dans notre pays, de la Compagnie Fruitière, multinationale française «chassée» de la Côte d'Ivoire, et contre l'extension de la culture de la banane dans la région Nord de la Guadeloupe.

Celui du camarade Gayadine, c'est de lutter fermement avec son syndicat, contre l'enseignement colonialiste et assimilationniste, pour un enseignement guadeloupéen au service du peuple ; c'est d'avoir voulu s'opposer à la pénétration dans notre pays en ce début d'année 1978-79, de 167 Français affectés dans l'Education en Guadeloupe ; c'est enfin, en tant qu'ensei-

Préparons-nous à la lutte, demain il sera trop tard

gnant patriote, de s'être déclaré solidaire de la lutte des ouvriers et paysans contre le «projet bananier».

Aussitôt après ces arrestations, à l'appel de l'U.G.P., de l'U.G.T.G. et du S.G.E.G., meetings, grèves et manifestations de soutien furent organisés ; une large propagande fut développée sur l'ensemble du pays. (...)

«Le colonialisme français fut donc contraint de reculer momentanément, et libéra les emprisonnés le mardi 26 septembre. (...)

Nous l'avons maintes fois affirmé : le colonialisme français a entrepris la mise en application d'un plan diabolique qui vise, à faire de notre pays un marché de consommation, de notre peuple une masse de consommateurs et de mendiants, à réaliser une colonisation de peuplement en procédant à une substitution de population, à annihiler ainsi toute volonté et toute possibilité de lutte (...).

«Les arrestations du 20 sep-

tembre constituent à l'évidence un test. L'impérialisme français cherche à connaître la force réelle de notre mouvement, sa capacité de réaction. (...).

Il est certain que l'impérialisme français se prépare à frapper un grand coup, afin de pouvoir gagner du temps, afin de gagner quelques années qui lui sont nécessaires pour mieux asseoir sa domination sur notre pays. La déclaration, après la libération des syndicalistes, des réactionnaires du RPR et du PR qui disent qu'ils «veilleront au bon fonctionnement et au respect des institutions républicaines», nous éclaire sur la volonté du colonialisme d'arrêter le mouvement qui s'oppose à lui.

Il y a des Guadeloupéens qui portent une grande aide au colonialisme, qui affutent avec lui le couteau qu'il pense pouvoir utiliser pour égorger les révolutionnaires guadeloupéens. Ce sont les faux-communistes du

P.C.G., passés maîtres dans la délation policière. (...).

«Nous, étudiants Guadeloupéens, exilés en France, de dures tâches militantes nous attendent. Nous avons commencé à développer le nécessaire travail d'information et de propagande. Il nous faut l'intensifier, déployer toute notre énergie pour faire connaître la lutte de notre peuple et dénoncer la répression colonialiste.

Notre action doit se faire conjointement avec nos compatriotes travailleurs émigrés. Nous sommes tous ici, étudiants et travailleurs, des fils et filles du peuple guadeloupéen. Le combat qui s'est engagé est aussi le nôtre. Nous aussi, PREPARONS-NOUS A LA LUTTE. Nous devons solliciter le soutien de tous les révolutionnaires et anti-impérialistes de par le monde. Nous devons informer largement la classe ouvrière et le peuple français afin d'obtenir leur indispensable soutien».

SNAV Vénissieux

RENFORCEMENT
DES PIQUETS DE GREVE

● Contre les 140 licenciements prononcés par Renault dans sa filiale SNAV (société nationale des ateliers de Vénissieux) qui fabrique des containers, des wagons et des engins porte-grues les travailleurs occupent leur usine depuis lundi matin.

La direction de la SNAV n'aura pas mis longtemps pour réagir : 8 délégués CGT et CFDT sont assignés vendredi au tribunal des référés. La citation en référé ne manque pas de sel. La direction explique que la liquidation du secteur engins porte-grues est due à la fois à la baisse du dollar, à la hausse du prix du pétrole, à la disparition des PME... Alors qu'il est évident que c'est le phénomène classique de restructuration qui est en cause. Dans cette citation il est dénoncé «*autant une agitation permanente suivie de grève et d'occupations ponctuelles*»

que «*des sarcasmes contre l'huissier*», proférés par les ouvriers en colère mercredi matin. Mais cela est l'anecdote. Le plus grave est qu'une intervention des CRS est dès lors possible, et ce week-end il conviendra d'être particulièrement vigilant.

A la suite des initiatives prises mardi par les travailleurs de la SNAV (blocage du boulevard périphérique...), l'occupation s'est renforcée, le piquet de grève est plus nombreux. Les commissions se sont mises en place (propagande, organisation, trésorerie etc). La commission de propagande a aussitôt sorti un tract de popularisation qui commence à être diffusé sur les boîtes de Vénissieux. Ce tract a un caractère assez offensif et à la différence du précédent, axé sur la défense du «patrimoine national», celui-ci est beaucoup plus mobilisateur : «*1979, année de lutte contre le chômage*», «*la riposte doit être à la hauteur de l'at-*

taque» et «*il faut empêcher tous les licenciements*».

De plus, il est prévu une intervention spécifique en direction des filiales Renault à Lyon et dans la région. Celles-ci furent reprises par Renault à une époque où cela l'intéressait.

Maintenant, comme l'objectif de RVI (Renault Véhicules Industriels) est une spécialisation autour des gammes de voitures, donc au détriment des gros engins et de certains poids lourds Berliet... Eh bien, Renault liquide. C'est le cas de la SUV à Villeurbanne où vendredi seront annoncés des licenciements, c'est aussi le cas de la SMI, de la SNR, etc.

L'Union locale CGT s'est engagée devant les travailleurs en assemblée générale mercredi matin à rechercher les modalités d'action à court terme «*afin de faire converger autour de la SNAV les luttes des boîtes qui vont être touchées par le chô-*

mage sur Vénissieux et les filiales Renault». Pour l'instant ce n'est qu'un projet et on imagine qu'il faudra «*ramer*» afin que cela se traduise dans les faits et positivement.

Le prochain vote sur la poursuite de l'action aura lieu lundi matin. Un appel de l'intersyndicale a été envoyé à tous les travailleurs, leur exposant la situation et les appelant à se mobiliser pour faire échouer les projets de licenciements. D'ici l'important vote de lundi et des propositions d'action qui devront en sortir, il est possible que des «*actions spectaculaires*» auxquelles nous ont habitués les travailleurs de la SNAV se déroulent. De toute façon, lors de la citation en référés vendredi à 14 heures un rassemblement des grévistes est prévu devant le Palais de justice. Histoire de répondre comme il se doit à la répression patronale.

Correspondant LYON

o Dumesnil à Ivry :
27^e jour d'occupation

L'usine est occupée depuis Noël 78. 297 ouvriers, employés et cadres sont licenciés, dont 106 sans reclassement. La situation est complexe, l'usine Dumesnil est une usine louée ; les murs et le sol appartiennent à Kronenbourg et les machines à la SEB (Société européenne de brasserie, filiale de BSN, PDG Antoine Riboud).

En 1974, la SEB a décidé de fermer les quinze usines du groupe pour construire une super brasserie ultra moderne à Compiègne. Dans ce cadre, l'usine d'Ivry est une épave dans le pied de la BSN à cause des avantages acquis (salaire moyen de 2 900 à 3 600 francs net, avec en sus le treizième mois et une prime de vacances de 1 600 francs). Dans une certaine mesure, l'usine d'Ivry jouait le rôle d'usine pilote pour les travailleurs de la BSN. Dans le même temps qu'il restructure, BSN en profite donc pour remettre en cause les avantages acquis (déjà à l'usine de Melun où ont été mutés certains travailleurs d'Ivry dont quelques délégués CGT qui ont accepté, on est passé en 3x8 alors que l'usine d'Ivry était en 2x8).

Depuis le 26 décembre, les ouvriers d'Ivry occupent l'entreprise. Deux manifestations ont eu lieu. De nombreuses entreprises ont apporté leur soutien. La lutte a également eu un large retentissement dans la population. La CGT, seul syndicat dans l'usine,

demande la réouverture de l'entreprise, se basant sur l'intention qu'a Kronenbourg de construire une nouvelle brasserie dans la région parisienne. La lutte sera longue. La municipalité et le PCF (fortement présent dans l'usine) mettent l'accent sur les 300 millions qui seraient perdus en impôts locaux pour la ville d'Ivry ainsi que sur le gâchis industriel, etc. Aucun lien n'a lieu avec le Foyer Sonacotra en grève à 100 mètres de là... Aujourd'hui, au 27^e jour d'occupation, il est sûr qu'on ne peut rester à attendre dans l'usine et que les Dumesnil doivent reprendre l'offensive. La solidarité autour de l'entreprise est un élément important. Allez voir les travailleurs de Dumesnil, rue Marcel Hartmann, à Ivry.

Correspondant IVRY

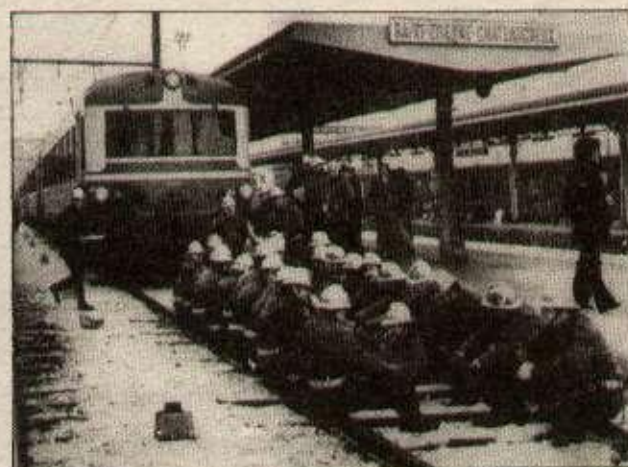
Metz : deux chômeurs se suicident

Il venait, avec plusieurs de ses camarades, de recevoir sa lettre de licenciement. Ouvrier chaudronnier, 36 ans. Il s'est ouvert les veines, jeudi. Transporté d'urgence à l'hôpital,

il a pu être sauvé.

Toujours à Metz, un jeune de 26 ans, au chômage depuis 6 mois, s'est tiré une balle dans la tête.

Pendant ce temps là, Barre affiche un calme serein...



A Saint-Etienne les pompiers en grève bloquent les voies

● Région lyonnaise :
grève
chez les pompiers

Samedi et dimanche dernier, toutes les casernes de la Courly faisaient une journée portes ouvertes. Les pompiers de Cusset ont accueilli les habitants de Villeurbanne et des environs, pour exposer leurs problèmes et leurs revendications. Ils expliquaient à quoi servent les différents camions, qui portent actuellement en lettres blanches, les slogans de la grève : «*Pompiers en grève, sécurité assurée*».

Cette grève est un mouvement national qui dure depuis le 8 janvier. Les revendications : réduction de temps de travail (96 heures actuellement), augmentation des effectifs, abolition du service hors-tout (services pendant un jour de repos non payé), reconnaissance de leur profession : être pompier n'est pas un métier, reclassement dans la catégorie des professions insalubres et dangereuses, garantie pour la retraite, garantie pour leur famille en cas de décès «*en service commandé*». Actuellement, leur grève est administrative, doublée du refus de nettoyer et d'entretenir les locaux. Les pompiers répondent à tous les appels, mais mènent leurs actions de façon déterminée, comme le prouvent ces journées portes ouvertes, où ils ont inlassablement montré leur matériel, camions, grandes échelles, ainsi que l'entraînement quotidien auquel ils sont astreints ; ils ont expliqué leurs conditions de vie, toujours sur le qui-vive, nuits de garde, sonnettes d'appel réveillant toute la famille en pleine nuit, etc. Ils ont fait signer des pétitions en soutien à leur lutte.

Correspondant LYON

● PCUK-Pierre Bénite
le directeur «retenu»
6 heures dans son
bureau par les
travailleurs

En juillet dernier PCUK-Pierre Bénite a décidé de supprimer 248 emplois sur le site d'Yvours. C'est-à-dire la fermeture pure et simple de l'atelier d'acrylonitrile. L'acrylonitrile est un produit qui entre dans la composition de certains textiles synthétiques. A terme, c'est la fermeture du site d'Yvours qui est prévisible. Car il ne devrait plus en effet, demeurer dans les prochains mois que l'atelier de fabrication de cyanure de sodium, produit dont PCUK a besoin avec l'acroléine, pour créer la métonine, cet aliment destiné au bétail. Et le site d'Yvours, sur 22 hectares, ne sera pas rentable avec cette seule production.

248 travailleurs ont été mis en pré-retraite ou reclasser. Mais les reclassements proposés par PCUK tournent à la provocation : certains sont mutés au fin fond de l'Isère, avec d'importantes pertes de salaires. De plus, en décembre, la direction a déposé un projet de licenciement économique de 80 travailleurs. Mercredi au cours d'une Assemblée générale des travailleurs, la colère grondait. Les travailleurs décidèrent alors de se mettre en grève illimitée, d'occuper les locaux, et d'aller retenir le directeur et son adjoint. Cette opération a duré plus de six heures et à onze heures du soir une centaine de flics firent évacuer l'usine afin de «libérer» le directeur. Un meeting CFDT-CGT se tenait jeudi à 16 heures pour envisager la poursuite de l'action.

Corr. LYON

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

Pour un *Quotidien du Peuple*
de 60 pages en une semaine

SOUSCRIPTION PERMANENTE

25 MILLIONS D'ICI A JUIN

A la fin de l'année dernière, nous clôturons avec succès une souscription de 25 millions. Ainsi étaient surmontées les graves difficultés qui menaçaient la vie même du *Quotidien du Peuple*.

Sur la base de cette victoire, nous précisons les objectifs : dans un premier temps, publier en fin de semaine un *Quotidien du Peuple* de 16 pages, plus riche, plus dense, correspondant aux vœux exprimés par de nombreux lecteurs. Cette étape, nous l'avons franchie depuis la semaine dernière.

Mais il ne s'agit que d'une étape. Dès la fin de la souscription nous indiquons que notre objectif était de publier le volume de 60 pages dans une semaine, c'est-à-dire un *Quotidien du Peuple* de 12 pages pour les trois premiers numéros de la semaine, puis un de 8 pages et 16 pages en fin de semaine.

Pour que le *Quotidien du Peuple* soit plus encore au cœur des luttes populaires, pour qu'il donne toute leur place aux enquêtes et aux reportages, pour qu'il accentue sa politique d'ouverture, pour qu'il comporte un plus grand nombre d'articles politiques approfondis, pour qu'il améliore sa présentation, pour toutes ces raisons là, il nous faut en venir aux 60 pages par semaine.

Pour y parvenir, votre mobilisation, camarades et amis, est nécessaire. Cette mobilisation a aussi une dimension financière. Dès aujourd'hui, nous ouvrons une nouvelle souscription de 25 millions. La première a permis de sauver le *Quotidien du Peuple*. Le succès de celle-ci va nous permettre d'aller encore plus de l'avant et de faire du *Quotidien du Peuple* une meilleure arme pour la révolution.

PARIS			
C.A.	.....	450	
J.M.	.....	250	
Collecte 19 ^e	.....	300	
INSEE	.....	300	
MALAKOFF			
Collecte	.....	400	
CHALONS			
Collecte	.....	250	
MERLEBACH			
Un ouvrier du puit V	.....	100	
PUGET			
J.C.	.....	200	
CAEN			
Collecte au centre hospitalier	.....	73	
CLERMONT - FERRAND			
A.B.	.....	75	
BESANÇON			
Soutien	.....	977	
BORDEAUX			
Soutien	.....	353	
BELFORT			
Soutien	.....	300	
MONTBELIARD			
Soutien	.....	200	
CAEN			
G.C. ouvrier SAVIEM	.....	200	
CHU	.....	101,50	
PARIS			
.....	.....	54	
LYON			
.....	.....	2 500	
BESANÇON			
.....	.....	519,10	
.....	.....	458	
BORDEAUX			
.....	.....	353	
MULHOUSE			
.....	.....	20	
TOTAL	.....	8 433,60	

A nos lecteurs,

Un certain nombre de nos lecteurs et correspondants nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient pouvoir disposer pour la fin de la semaine d'un nombre supérieur de *Quotidien du Peuple*. C'est le cas aussi pour d'autres numéros dans la semaine, liés directement à la situation dans leur localité.

Pour cela ils doivent nécessairement nous prévenir au moins 48 heures à l'avance compte-tenu des modifications que cela entraîne dans la distribution par les NMPP. Concrètement pour le journal de fin de semaine, il faut nous passer les commandes mercredi 12 heures, dernier délai.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom.....
Profession.....
Adresse.....
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 Paris Cedex 19

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cedex 19. Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N°7713 J
CCP N°23 132 48 F - Paris. Directeur de publication : Y. Chevet. Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP. Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE veut s'efforcer de présenter chaque fin de semaine sur un sujet déterminé au débat plusieurs points de vue différents, au sein du peuple, qui sont en présence. Nous pensons que l'exposition de ces points de vue, la confrontation des différentes argumentations dans une même rubrique de notre journal doit contribuer à faire mûrir ces débats nécessaires au sein du mouvement de masse. Il va de soi que l'exposé de ces différents points de vue, n'engage que leurs auteurs eux-mêmes et nullement la rédaction du journal qui fournit régulièrement, la plupart du temps hors de cette rubrique, en particulier dans les pages d'actualité, le point de vue des communistes révolutionnaires.

En projet : «La construction européenne», «L'initiative du bateau pour le Vietnam», «Les apports de Gramsci»... Mais nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs suggestions sur les questions qu'ils penseraient pouvoir être traitées dans le cadre de cette rubrique, ainsi que la contribution qu'ils veulent rédiger, le mieux étant pour pouvoir publier plusieurs contributions qu'elles n'excèdent pas deux feuilles dactylographiées double interligne (4 - 5 000 signes).
A vos plumes camarades.

Les actions de l'ETA servent-elles le peuple basque ?

La multiplication des attentats de l'ETA en Espagne ne pose plusieurs problèmes. D'abord, cette forme d'action, choisie par ETA, ne me semble pas capable de faire avancer la cause dont cette organisation se réclame. On voit le parti qu'essaient d'en tirer l'extrême-droite et d'autres forces de la bourgeoisie espagnole, notamment pour justifier la répression et mieux faire admettre une politique de collaboration de classes ; on voit moins bien le profit que peuvent en obtenir le peuple basque et les masses populaires en Espagne.

Constitution. Cela reflète des limites de l'autonomie octroyée par le régime espagnol. Le peuple basque a consenti beaucoup de sacrifices durant la guerre civile, et après, pendant tout le règne de Franco, pour défendre ses droits nationaux, en imposant la reconnaissance ; il ne va sûrement pas oublier, en échange de mesures partielles de démocratisation.

Et puis, il ne faut pas oublier non plus la répression exercée en France même, contre les patriotes basques. La collaboration avait été bien établie, entre Franco et le gouvernement français. Aujourd'hui, sous prétexte de libéralisation en Espagne, le gouvernement français refuse de reconnaître tout statut de «réfugiés politiques» pour les Basques d'Espagne résidant en France, notamment dans le Pays basque «français». N'est-ce pas un nouveau développement de la collaboration des gouvernements et des polices contre les Basques et d'une façon générale contre les militants révolutionnaires espagnols ? N'est-ce pas un nouveau développement de la collaboration des gouvernements et des polices contre les Basques et d'une façon générale contre les militants révolutionnaires espagnols ? N'est-ce pas un nouveau développement de la collaboration des gouvernements et des polices qui, même si ce n'en est qu'un aspect, est un aspect néanmoins bien réel de l'Europe dont on nous parle ? C'est un aspect que nous devons combattre avec vigueur, d'autant que, un peu comme avec les Brigades rouges en Italie, la bourgeoisie cherche à utiliser les actions de l'ETA pour discréditer les révolutionnaires.

J. M.
QUIMPER

Déstabilisation en Espagne. Pourquoi ?

Le point de vue de Mikel de Castells, avocat basque

Propos recueillis par Frédéric FERRER

► D'abord, pourrais-tu caractériser la situation politique actuelle en Euskadi ?

— Le premier problème, c'est celui de la démocratie : on est passé du fascisme de Franco à une démocratie bourgeoise sans rupture. La conséquence, c'est pratiquement que le pouvoir réel est resté au mains des mêmes qui gouvernaient déjà avant.

L'autre problème, c'est celui de la lutte nationale : toute démocratie cesse de l'être lorsqu'elle réprime une nationalité opprimée. C'est ainsi que la France était démocratique en métropole, et non en Indochine, où son État ne respectait pas les droits humains.

Ici, on a créé des institutions qui sont en apparence démocratiques, mais en réalité, l'État continue d'utiliser les vieilles méthodes si bien que le peuple n'y croit pas ; il ne croit pas au Conseil général basque, il ne croit pas aux élections : il y a rupture entre le peuple et les institutions.

► Dans ce contexte, quelle est selon toi la tactique de l'ETA ?

— Lorsqu'elle mène une action, l'ETA se réserve une puissance de feu, très supérieure à celle qu'elle utilise. Par exemple, ETA pourrait parfaitement tuer le même jour quatre gouverneurs militaires, mais cela ne l'intéresse pas. Par exemple, ETA tue le gouverneur militaire de Madrid, parce qu'on lui a tué précédemment Aragala et qu'elle doit mener une action dissuasive

pour éviter que l'on continue de tuer les siens, et elle reste quelques temps sans faire de grosse action. Ce qu'elle mène depuis de longues années, c'est une guerre d'usure, une guerre prolongée, si le gouvernement espagnol ne change pas de tactique, à la longue l'ETA la gagnera, à mon avis.

► Ne te semble-t-il pas que cette tactique comporte le risque finalement d'aider les secteurs les plus réactionnaires ?

— Si l'ETA voulait provoquer un coup d'État, au lieu de tuer

un gouverneur militaire, elle en tuerait trois, elle le pourrait. Or, pour tuer un militaire, elle attend le jour où on lui tue Argala. De plus, après une action forte, elle passera à une autre le jour suivant et ainsi de suite.

Bon, bien évidemment, il y a des risques, mais ils sont, à mon avis, lointains. Pendant toutes les actions de masse qu'il y a eu ici pour l'amnistie, on a dit : «Non il ne faut pas manifester sous cette forme, parce que cela peut provoquer un coup d'État de l'extrême droite». Les gens, eux, sont descendus dans la rue, un à un, ils ont arraché les

prisonniers de leurs gôles, et il n'y a pas eu de coup d'État. De plus, je vois très difficile un coup d'État, parce que cela supposerait la fermeture des frontières, une tragédie économique. Cela n'intéresserait pas les militaires et c'est encore plus vrai pour les pouvoirs économiques bien sûr.

Non, de tout cela, je déduis que l'ETA suit une ligne politique pensée, soignée.

► Mais, à ton avis, quel est l'objectif à court terme de l'ETA ?

— A mon avis, il s'agit au fond d'obliger d'abord le gou-

vernement à négocier et ensuite, de l'obliger à concéder les points minimaux de la plate-forme du KAS (1).

► A ton avis, quelle est la réaction du peuple basque devant cette tactique : compréhension, expectative, condamnation, hésitation... ?

— Il y a des secteurs très larges du peuple, qui appuient l'ETA. Cela se voit, parce qu'après les grandes manifestations anti-terroristes promues par le gouvernement et secondées par les partis majoritaires PC, PSOE, etc., il se trouve que la police tue un «terroriste», le jour suivant, il y a grève générale en Guipuzcoa et des grèves généralisées au niveau d'Euskadi. Il s'agissait d'une grève générale totale, interdite par les partis majoritaires.

Quand meurt un garde civil, il n'y a pas la plus petite réaction de protestation au niveau populaire. Il n'y a pas de thermomètre de l'opinion des masses mais il y a des choses indiscutables, malgré toutes les mesures anti-terroristes prises et appuyées aussi par l'État français.

L'ETA lève ses impôts, continue ses activités, elle se meut pratiquement comme un poisson dans l'eau.

(1) KAS : regroupement de partis de la gauche nationaliste basque. Sa plate-forme est un large statut d'autonomie, incluant la reconnaissance du droit à l'auto-détermination.



Conférence de presse de l'ETA. Au mur, 3 portraits de membres de l'ETA tués par la police espagnole.

Le terrorisme de l'ETA contient des risques de retour en arrière

Je suis de ceux qui ont soutenu depuis toujours la lutte du peuple basque pour se voir reconnaître le droit à l'autodétermination. Je continue à penser qu'il s'agit là d'un droit imprescriptible, qui ne signifie pas la séparation avec les autres peuples de l'État espagnol. Par ses tergiversations et ses refus, par le maintien d'une force d'occupation étrangère au Pays Basque, par ses manœuvres pour retarder et réduire les pouvoirs autonomes qui devront être ceux du gouvernement d'Euskadi quand le statut d'autonomie aura été approuvé, le gouvernement actuel est le principal responsable de la situation explosive en Euskadi. De même, il est responsable des innombrables crimes et exactions fascistes qui restent impunis.

Cependant, je ne peux plus être d'accord avec la logique qui

anime ETA. La série des attentats commis tant en Euskadi qu'à Madrid contribue fortement à déstabiliser la situation politique en Espagne. Ceci est d'autant plus grave que nous entrons dans une période électorale assez longue, avec les législatives et les municipales, alors même que l'autorité du gouvernement Suarez s'effrite. A qui peut servir objectivement la déstabilisation ?

D'abord, le terrorisme fasciste continue à utiliser le terrorisme de ETA comme un prétexte pour favoriser le retour en arrière, le retour au fascisme. Il ne faut pas minimiser l'opération Galaxie, cette tentative de coup d'État avortée il y a deux mois à peine. Pourquoi n'a-t-on trouvé à peine que deux «responsables» ? Pourquoi le malaise s'accroît-il dans l'armée et la police, au point que les actes d'insubordination se multiplient ? Est-ce que la poursuite du terrorisme ne risque pas de réveiller les nostalgiques du fascisme, de faire jouer dans l'opinion le réflexe de

la peur et le besoin de sécurité que les fascistes pourraient utiliser pour instaurer un gouvernement fort ?

Il y a là des risques bien réels, d'autant plus réels que le gouvernement ne réagit pas, tente de minimiser chaque acte terroriste, et que les fascistes détiennent toujours des postes importants dans l'appareil d'État.

Et si le gouvernement Suarez, réagissant dans le sens où le lui demandent les fascistes, accentuait sa répression en Euskadi, comme il a déjà commencé à le faire, jusqu'à instaurer un nouvel état d'exception, en quoi cela servirait-il le peuple basque ? Est-ce que cela n'aboutirait pas, au contraire, à geler totalement un processus d'autonomie déjà si laborieusement entamé ? Bien sûr, le statut d'autonomie tel qu'il va sans doute être approuvé ne me satisfait pas : le transfert des compétences de l'État central au gouvernement basque dépendra du bon vouloir de Madrid, comme en dépendra la

rapidité et les moyens financiers. Mais c'est justement là que la lutte des masses, et non l'action terroriste, peut être décisive. Le statut d'autonomie est un premier pas, il faudra lutter pour qu'il soit appliqué dans le sens le plus large possible, et aller au-delà. C'est cette lutte des masses qui importe, qui fera voir les amis et les ennemis, et non la radicalisation d'une frange du peuple, à travers l'engrenage désespéré de la violence et de la répression.

On ne peut pas oublier non plus que l'Espagne est située dans un contexte international et qu'elle est par conséquent soumise aux pressions des deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS. Certains journaux affirment que l'ETA, comme le GRAPO, sont payés par Moscou. Je ne sais pas si c'est vrai. Mais je suis sûr que tout ce qui

affaiblit, paralyse le gouvernement espagnol, dans le sens où le fait le terrorisme (à l'heure actuelle), qu'il soit de droite ou de gauche, peut aider les superpuissances à renforcer leur influence et leur pénétration dans mon pays. Est-ce que les États-Unis ne rêvent pas de voir l'Espagne entière dans l'OTAN ? Est-ce que l'Union soviétique n'a pas déjà mis à profit un problème strictement intérieur comme celui des Canaries, monté en épingle par l'OUA, pour proposer sa médiation, s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Espagne et obtenir des contreparties économiques et politiques ? La déstabilisation de l'Espagne, à laquelle le terrorisme de l'ETA contribue, contient des risques très graves de retour en arrière en même temps qu'elle facilite le jeu des superpuissances et des partis qui les servent, notamment le PC dans mon pays.

Un militant m.i.
de MADRID

En direct des travailleurs aux travailleurs SOS-EMPLOI SUR LES ONDES

• Le bassin de Longwy, c'est la sidérurgie. Région à vocation essentiellement mono-industrielle du fait des patrons et des maîtres des forges, qui voulaient ainsi mieux imposer leur diktat sur les travailleurs. A la fin de l'année 78, dans le vaste plan de restructuration de cette industrie et pour la rendre plus compétitive et plus rentable, les maîtres des forges décident de liquider le bassin de Longwy. Des milliers de licenciements sont annoncés à Usinor. Mais les travailleurs ne l'entendent pas ainsi. Accepter ces licenciements, c'est enterrer leur région, c'est plonger ses 60 000 habitants dans l'incertitude...

La riposte ne tarde pas. Des actions spectaculaires expriment la révolte des sidérurgistes, barrages, occupations de comité d'établissement, vastes manifestations...

Dans ce cadre, les travailleurs occupent un crassier, et à l'initiative de la CFDT, implantent au sommet un immense S.O.S.

Au cours de cette lutte contre le chômage menaçant, dans les vastes débats qui animent la lutte, des militants CFDT proposent la création d'une radio-libre : Radio S.O.S. emplois, une arme pour généraliser le débat, appeler à la lutte.

SOS, cet immense signal de détresse trône sur le crassier occupé d'Usinor à Longwy, cette région sinistrée par les maîtres des forges. Mais les sidérurgistes ne l'ont implanté que comme un appel à la lutte. Cette lutte qu'ils ont entamé résolument et dans laquelle a germé l'idée d'une radio libre, capable de retranscrire les débats auxquels ils sont confrontés, d'où puisse émerger de nouvelles idées de formes d'actions. L'idée de la radio-libre est apparue naturellement chez les militants syndicaux de la CFDT de Longwy, à la suite de l'opération spectaculaire de l'occupation du crassier.

Dans cette lutte qui s'annonce longue et rude, les syndicalistes ne pouvaient en effet compter, comme nous le déclare l'un d'entre eux, «sur les journaux locaux qui tronquent nos déclarations. Ce que l'on veut» continue-t-il «c'est diffuser nos informations, passer au-delà de celles diffusées par la télévision ou RTL, et trouver une autre forme de communication».

L'idée la radio-libre est naturellement acceptée au niveau de l'UL-CFDT, qui, pour concrétiser sa réalisation, demande l'aide expérimentée de Radio-Verte-Fessenheim. Quatre de ses animateurs viennent ainsi passer plusieurs jours à Longwy, à partir du 16 décembre, pour assurer la mise sur pied de Radio SOS-Emplois. RVF assure une aide matérielle en prêtant deux émetteurs, et le matériel technique indispensable au fonctionnement d'une radio, mais fournit aussi une aide politi-

que en faisant part de son expérience pour l'animation des débats, la réalisation d'interviews. Très vite Radio SOS-Emplois reçoit un écho enthousiaste chez les travailleurs de la région ; l'équipe d'animation est rapidement constituée, et de nombreuses propositions d'aides matérielles et techniques fusent de toutes parts pour la réalisation d'enregistrements et de reportages. Dès le samedi 16 décembre, Radio SOS-Emplois émet tous les soirs à 19 heures, et certains jours comme le dimanche et le mardi 19 décembre, jour de l'immense manifestation des sidérurgistes du bassin de Longwy, la nouvelle radio libre émet également le matin à onze heures.

Un souci de qualité

Après quelques jours de pratique, Radio SOS-Emplois nécessite, de l'avis de ses animateurs, militants CFDT, une mise au point. En effet, au-delà de l'enthousiasme suscité chez les militants et parmi les habitants de la région de Longwy, elle brouillonne, et certains défauts apparaissent. Au niveau technique tout d'abord, où dans la précipitation suscitée par cette réalisation nouvelle, quelques émissions seront mal ou pas reçues. Cette recherche de qualité au niveau de l'émission même de Radio SOS-Emplois, témoigne de la part de ses animateurs d'en faire un véritable outil pour les travailleurs, et tranche en cela par rapport à certaines radios libres qui existent surtout pour le plaisir des collectifs qui les dirigent.

Mais une autre question est abordée, celle de la conception même qui doit présider à cette forme d'intervention. Le débat politique est lancé pour discuter de cette conception dans l'organisation de la radio : «Quelle radio ? Pour quoi faire ?». L'unification se fait rapidement sur les points tels :

- la radio doit être à l'écoute des masses
- elle doit donner la parole aux travailleurs
- elle doit se mettre au service des luttes ouvrières et populaires.

Des absents...

L'appellation de Radio SOS-Emplois est confirmée, puisqu'elle se situe dans la suite de l'action symbolique de l'occupation du crassier. Et comme le SOS lumineux continue de diffuser son appel à la lutte, Radio SOS-Emplois diffuse le sien... Mais l'idée de cette radio au service de la lutte des sidérur-



se reconnaissent dans ce projet, qui se l'approprient, condition même de la poursuite de son expérience, de son existence. Ainsi de nombreuses personnes

sions, et de les axer sur la journée d'action du 19 décembre, avec de nombreuses interviews réalisées sur les marchés, dans la rue, sur ce qui se passait à Usinor, sur les mesures patronales. Mais les syndicalistes ne se contentaient pas de recueillir les seules idées qui allaient dans leur sens, mais aussi celles qui exprimaient des positions contradictoires, et de les porter dans le débat, créant ainsi les bases d'une large unité.

Forger l'unité

Dans un deuxième temps, Radio SOS-Emplois donnait largement la parole aux travailleurs sur le déroulement de la lutte, leur demandant leur avis sur ce qu'il faudrait faire, sur les contradictions qui apparaissent dans les différentes organisations syndicales et l'intersyndicale qui cloche... En exprimant ce qui se passe à tous les niveaux, y compris au sein de l'intersyndicale, les militants CFDT de Radio SOS-Emplois participe ainsi pleinement de la construction d'un courant d'unité populaire, elle devient une arme essentielle pour les sidérurgistes en lutte, pour assurer leur victoire contre les plans liquidateurs des maîtres des forges.

Une radio qui n'est pas au gout de tout le monde...

• Le 19 décembre, lors d'une diffusion publique d'une émission de Radio SOS-Emplois dans Longwy Bas, donc pendant l'émission, le maire PCF de Mont-Saint-Martin, Brigid, alors qu'il entendait la radio et ses appels à continuer cette journée d'action, et s'adressant à un responsable syndical CGT s'est exclamé : «Mais !... On ne peut pas faire taire ça ?!»

• Samedi 16 décembre, 19 heures, première émission de Radio S.O.S. emplois. Les animateurs avaient demandé à l'union des commerçants de Longwy d'utiliser leur sonorisation pour diffuser sur toute la ville. Après tergiversations, l'union des commerçants refusait. Surprise, alors que l'émission se déroulait à l'heure prévue, annoncée depuis longtemps par voie d'affiches, tracts... le député-maire PCF de Longwy, Porcu faisait un grand discours utilisant la sonorisation de l'union des commerçants...

gistes, créée à l'initiative de la CFDT, ne rencontrera pas un accueil favorable de la part des autres organisations syndicales ; la CGT refuse de s'associer à sa réalisation après une valse hésitation, quant à la FEN, sa réponse est toujours attendue...

L'autre point du débat porte sur l'attitude que doit prendre la radio vis-à-vis de la répression, qui a toute probabilité de s'abattre sur elle. Aussi les animateurs décident-ils de prendre des précautions et d'éviter les risques inutiles, l'émission elle-même reste clandestine, mais la radio en tant que telle apparaît au grand jour, attitude indispensable pour recueillir les idées des gens, leurs points de vue sur la lutte et l'intersyndicale, pouvoir ainsi susciter le débat, mais aussi créer le rapport de force en cas de répression. Car que serait la radio sans la mobilisation des travailleurs autour d'elle, cette radio qui fait partie intégrante de leur lutte ?

Les travailleurs s'y reconnaissent

Jeune encore, Radio SOS-Emplois, a ainsi su créer un impact important chez les habitants du bassin de Longwy qui

téléphonnent à l'UL-CFDT pour dire comment elles reçoivent l'émission, ou dire qu'elles ont des choses à exprimer sur ses ondes. Et cette appropriation par les travailleurs n'a pu se faire que parce qu'ils se reconnaissent dans la radio, qui dans un premier temps ne cessait de lancer des appels à la lutte pendant ses premières émis-

«La radio, c'est vraiment l'outil qu'il fallait pour lancer le débat»

Une animatrice de RVF qui émet régulièrement en Alsace, nous a fait part de ses impressions sur la naissance de Radio S.O.S. emplois, à laquelle elle a participé en réponse à la demande des militants CFDT de Longwy. «Nous sommes partis à quatre de RVF, et tous les quatre nous sommes avec un grand enthousiasme. Cette radio dépassait ce que nous avions fait au niveau de RVF, par rapport à la participation des travailleurs, c'est quelque chose d'incroyablement riche. Il faut voir comment la radio colle à la lutte des travailleurs, comme elle est accueillie, on sent vraiment que les gens sont concernés par cette radio. Pour nous, à RVF, ça nous a permis de voir l'ouverture que pouvait avoir la radio, et nous avons diffusé une demi-heure d'émission de Radio S.O.S. emplois, mais les gens ne la ressentent pas comme les gens de Longwy. Cette expérience nous confirme que notre radio vivra vraiment lorsque les luttes vivront aussi. A Longwy, c'est vraiment l'outil qu'il fallait pour lancer le débat !»

Mais que se passe-t-il à l'intersyndicale ?

Radio S.O.S. emplois se bat pour assister aux débats de l'intersyndicale, et assurer leur publicité au moyen de la radio. La direction CGT s'y refuse avec énergie, n'hésitant pas à utiliser la violence, même si pour l'instant elle se cantonne aux mots. Alors que les animateurs se présentaient à une réunion de l'intersyndicale : «Radio-libre ? Qu'est-ce que c'est que ça ? Dehors !...». Un responsable CGT s'adressant à un animateur de radio S.O.S. emplois, qui enregistrerait les réactions : «Ton magnétophone, si tu le n'arrêtes pas maintenant, je te le casse !».

Y aurait-il quelque chose à cacher aux travailleurs sur ce qui se passe à l'intersyndicale ? Au vu de ces réactions, on est en droit de se poser cette question...

Chirac révèle

CE N'ÉTAIT PAS LE COL DU FÉMUR !

Un rendez-vous politique de premier ordre ce jeudi soir sur TF 1. Chirac, le plâtré, allait enfin faire sa rentrée politique. Son fémur remis, le gouvernement tremblait des déclarations tonitruantes qu'il allait sans doute faire. Chirac monté sur béquilles arrive enfin, toute la classe politique est suspendue à ses lèvres.

Julien Besançon va immédiatement au vif du sujet : « Cet accident, c'était dur ? » « Oui, c'était dur ». Bon, mais venons au fait : les journalistes, savez-vous sont des gens mal informés. La preuve : ils ont dit que c'était une fracture du col du fémur : en fait, c'était le fémur lui-même, cassé en plusieurs morceaux.

Julien Besançon, qui ne sait plus où donner de la brosse à reluire, lui rappelle qu'il était dans la même chambre que de Gaulle lorsque celui-ci s'était fait opérer de quelque chose. Chirac de poursuivre sur les aspects positifs de l'hospitalisation : ça permet de réfléchir. A quoi donc ? Au port de la cein-

ture de sécurité, qu'il mettra désormais même à l'arrière. A la fragilité des choses de ce monde, « un accident étant un accident ».

Il a réfléchi à la politique française, tout de même, et à l'Europe. En quels termes ? « Vous me permet-

tez de ne pas en parler ce soir ». Il est vrai que le temps manque, ça fait dix minutes qu'on parle de fémur. Reportez-vous à ma prochaine conférence de presse, dit-il pour conclure.

Un dernier mot, il a parlé de politique. Un peu. A propos de Paris : après

avoir «salué les Parisiennes et les Parisiens» (merci patron), il a évoqué l'action des «autonomes» pour exiger «la sécurité». Son seul propos politique aura été pour réclamer davantage de flics.

Voilà, c'est tout.

François NOLET



Congrès MRG sur l'Europe

IL EST URGENT D'ATTENDRE... LE CONGRES DU PS

Le congrès du Mouvement des Radicaux de gauche, qui se tient ce week-end à Toulouse, aura à se prononcer sur l'éventualité de la constitution d'une liste radicale de gauche pour les élections européennes. Un congrès qui survient alors que le MRG est déjà passablement laminé par les conséquences de l'ouverture giscardienne.

Pour cadrer les débats à ce Congrès, rappelons que les suites de l'opération Fabre viennent de trouver une conclusion provisoire, par une décision de justice ratifiant l'exclusion du MRG des membres de la Fédération pour une démocratie radicale (les fabristes).

Ce qui signifie notamment l'exclusion définitive des rangs du MRG de son financier d'autrefois, Diaz, dont les liens avec l'Elysée sont bien connus. Autre conséquence de cette décision de justice : la fédération du Haut-Rhin du MRG a décidé de ne pas participer au Congrès, eu égard au fait que selon elle, «l'actuelle direction du MRG se révèle plus stalinienne encore que celle du parti communiste français en excluant systématiquement tous les opposants». Diantre !

Jusqu'à ces derniers jours, la direction du MRG était déchirée par des contradictions sur les modalités de la participation du MRG aux élections européennes : certains, fort ambitieux, étant favorables à la constitution d'une liste MRG autonome, d'autres à

ains entre le MRG et le PS.

Négociations déjà en cours, puisque Crépeau et Mitterrand se sont rencontrés mercredi soir pour négocier cette liste PS-MRG. Le MRG a insisté pour avoir trois candidats en position d'être élus et pour que son sigle apparaisse dans la campagne. Toute cette affaire restera en fait dans l'incertitude un certain temps, puisque la décision du MRG est suspendue à celle du PS, elle-

même liée au résultat incertain du Congrès du PS d'avril. La composition de la liste du PS ne sera en effet arrêtée qu'à l'issue du laborieux débat interne à ce parti.

Le Congrès du MRG risque donc de ressembler à un congrès-fantôme, qui ne prendra guère de décisions, tant son existence politique est suspendue aux décisions de son grand frère socialiste.

F.N.



Crépeau attend de voir...

une liste commune avec le PS. Pour finir, Crépeau a présenté un texte de synthèse qui a été adopté par le bureau national du mouvement. Cette motion estime que pour le MRG, il est urgent d'attendre, et que le Congrès devra surseoir à toute décision, tant que dureront les négocia-

Des révélations de Loncle

François Loncle, membre du Bureau national du MRG, vient de révéler, dans un livre sur la rupture des négociations de réactualisation du programme commun, quelques éléments assez intéressants. On y apprend notamment que Fabre, avant même la rupture, rencontrait régulièrement des émissaires de l'Elysée. Il nie toutefois que ces «petites manœuvres giscardiennes» aient eu une conséquence sur le coup d'éclat de Fabre. D'après Loncle, ces rencontres étaient normales puisque tout le monde prévoyait la victoire de la gauche.

L'Humanité, comme on s'en doute, fait ses choux gras de ces déclarations, et tente de mêler le PS à ces tractations. L'organe du PCF écrit notamment : « Ces conversations avec les émissaires de l'Elysée pouvaient-elles être ignorées de F. Mitterrand ? Quand on sait, comme cela a été déjà écrit, que le Premier secrétaire du PS avait rencontré à son domicile, rue de Bièvre, le matin même du jour de la rupture de l'union, R. Fabre, il est difficile de le croire ».

Bref, Mitterrand devait être au courant avant, puisqu'ils se sont vus après. Élémentaire, mon cher Watson. Au fait, est-ce que cela passionne les travailleurs ?

● Elections européennes : une égalité toute relative

Le Conseil des ministres a donné des indications sur la campagne pour l'élection de l'Assemblée européenne. Cette élection, qui aura lieu le 10 juin prochain, sera précédée d'une campagne électorale ouverte le 26 mai. Comme cela est le cas pour les élections législatives, des discriminations sont introduites entre les partis déjà représentés au parlement et les autres. C'est ainsi que les listes présentées par des partis représentés au Parlement auront droit à deux heures d'antenne ; les autres listes se partageront seulement une demi-heure.

D'autre part, les listes ayant (pour la France) obtenu moins de 5 % des suffrages n'auront pas de représentants au Parlement européen et ne pourront prétendre au remboursement des frais de la campagne.

Dans une déclaration transmise au parlement de Strasbourg et à la presse, les représentants d'«Europe-Ecologie» et du parti radical italien protestent contre ces discriminations, faisant notamment remarquer que par le mécanisme actuel de répartition des fonds communautaires, «les groupes déjà représentés se trouvent directement avantagés par rapport aux forces nouvelles et émergentes. Cela tend à favoriser la cristallisation des rapports de force entre les partis déjà représentés à Strasbourg. (...) Ce financement vient perturber les élections en s'ajoutant aux graves obstacles qui dans de nombreux pays s'opposent à la libre participation de diverses forces aux élections : par exemple, le seuil de 5 % imposé en France et en Allemagne pour pouvoir être représenté et l'obligation de déposer une caution très élevée en France».

Ces remarques, fort judicieuses, soulignent une fois de plus, les limites apportées à la libre expression des forces politiques qui n'entrent pas dans le cadre des grands courants politiques bourgeois.

● Chômage en hausse

Le ministère du Travail et de la participation vient de publier ses statistiques sur l'emploi pour la mois de décembre. En données brutes, on constate une légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi (1 700 de moins). En chiffres corrigés des variations saisonnières, il s'agit, en fait, d'une hausse de 1,6 % du nombre des demandeurs, qui sont, selon le ministère, 1 218 900 contre 1 199 800 le mois précédent.

Un des éléments de cette hausse du chômage est la faible succès du Pacte national pour l'emploi. Par rapport à la même période de l'année 1977, il y a, toujours de source ministérielle, 183 000 chômeurs de plus.

Sans doute à titre de consolation, on apprend simultanément que le commerce extérieur est excédentaire pour l'année 1978 de 2,5 milliards de francs. Parmi les éléments de ce résultat, la tenue du franc par rapport au dollar a permis de réduire le déficit énergétique ; les produits industriels se sont bien défendus dans la concurrence. Les affaires des patrons vont bien.

● HALTE AU RACISME !

Les permanences Anti-expulsions appellent à un rassemblement le 20 janvier à 15 h 30 au métro Plaisance pour riposter aux pratiques racistes des huit policiers qui ont effectué «un contrôle d'identité» au café «Le Lexicon», 180, rue d'Alésia dans la nuit du 27 décembre 1978.

Voici le texte de la pétition de soutien au patron du café et aux consommateurs présents au cours de la rafle.

«Le 27 décembre dans la nuit, huit policiers font un «contrôle d'identité» dans le café de M. Naoui, «Le Lexicon», rue d'Alésia. C'est en fait une rafle scandaleuse digne des temps de la guerre d'Algérie : les consommateurs sont projetés, brutalisés, obligés de se dévêtir, insultés. Les portes de l'appartement de M. Naoui sont fracturées et sa femme traînée en chemise de nuit au commissariat.

Hasard ? Bavure policière ?

Nous ne pensons pas. Ces méthodes racistes et fascistes se multiplient, s'organisent dans le métro et les quartiers. Elles sont un moyen dans la politique de Stoléru, politique raciste, de division et d'écrasement du peuple, d'apartheid.

Aujourd'hui, le patron du café et les consommateurs ont porté plainte contre les policiers ; nous savons qu'ils vont subir toutes les pressions pour arranger l'affaire à l'amiable, toutes les menaces s'ils ne cèdent pas.

Nous sommes à leur côté pour obtenir la condamnation des policiers, pour dénoncer tous les actes racistes, les attentats et les crimes.

Nous demandons à tous ceux révoltés par ces pratiques, à ceux du camp des antiracistes, celui de l'unité entre Français et immigrés de signer cette pétition. Nous demandons à tous les antiracistes de participer au rassemblement.

Communiqué des Permanences anti-expulsions de la Région parisienne
PAE Ivry-13^e
à la librairie l'herbe rouge
1 bis rue d'Alésia — Paris 14^e
samedi de 13 h 30 à 15 h 30



Longwy frappée de plein fouet par la restructuration. Longwy menacée de disparition. L'annonce des milliers de licenciements dans la sidérurgie en général et ici en particulier a d'abord jeté la consternation dans les familles ouvrières. Toutes seront concernées, par un père, un frère, un cousin... Et puis non : « Ils ne peuvent pas faire cela. On ne va pas se laisser faire ! ». Depuis le début, il y a une animation quasi-permanente sur Longwy. On ne parle que de ça. Il y a ceux qui crient fort, qui jurent que pas un boulon ne sera démonté, que... et que l'on ne voit pas beaucoup dans les actions efficaces. Et puis, il y a ceux qui veulent se battre et ce faisant sont confrontés à de nombreux problèmes. La lutte contre le chômage n'est pas chose aisée. Pourtant, ici aussi on veut « vivre et travailler au pays ». Nous avons rencontré de ces militants, nous avons vu de ces travailleurs ; et franchement non : la résignation n'est pas de mise ici.

Le point de vue d'une jeune chômeuse

INTERVIEWEE PAR RADIO SOS-EMPLOI

« J'estime, en tant que chômeuse, que la question, ce n'est pas de nous prendre en charge puis-que la société dans laquelle on vit, dit : « On prend en charge les chômeurs. » !

« Les chômeurs, il faut leur proposer de lutter, de sortir de l'isolement. On est au chômage, on va pointer tous les quinze jours, on ne voit personne, il faut les sortir de l'isolement parce que, si le bassin de Longwy meurt, ça sera encore pire pour eux, parce qu'on ne peut pas partir ailleurs : c'est à Longwy qu'il faut trouver du travail.

« Il faut leur proposer des moyens de lutte et d'action pour que tous les chômeurs se regroupent, pour qu'ils se rendent bien compte qu'ils ne sont pas isolés, parce que l'isolement, c'est atroce pour un chômeur. On n'a pas de fric, on est au chômage, on est isolé : c'est ça qu'il faut leur proposer.

« Les chômeurs, on ne les prend pas en charge, ils avancent dans la lutte et l'action ouvrière comme tout le monde et ce sont encore eux les plus touchés. »

— Tu refuses donc que le chômeur devienne un assis-

té dans la société ?

« De toute façon, la société capitaliste dans laquelle on vit, c'est bien ça qu'elle veut pour le chômeur : on lui donne... Moi, je vois, j'ai 180 F par mois, on me donne ça en me disant : « Taisez-vous, vous êtes payée, vous n'avez rien à faire ! » Et qu'est-ce que je peux faire avec mes 180 F si ma mère ne me nourrit pas ?

— Oui, mais tu cherches du travail ?

« C'est sûr ! J'ai passé des concours et tout ! Il faut les voir, les concours ! Faut voir comment on élimine les gens avec les tests, les questions bêtes, on leur fait faire des rédactions pour voir comment le jeune s'insère dans la société, dans cette société de profit.

— Mais tu es diplômée ?

« Oui, j'ai un CAP d'employé-comptable et je cherche un travail depuis fin juin et comme je n'ai pas 18 ans, j'ai 6,60 F par jour, ça qui me donne 180 F par mois ! Eh bien, je n'ai plus qu'à aller vivre sous les ponts à Longwy... »

CHOMAGE A LONGWY

Nous publions ci-dessous quelques chiffres sur la croissance du chômage dans le bassin de Longwy-Villerupt.

DEMANDE D'EMPLOI NON SATISFAITES FIN NOVEMBRE 78 (dernier chiffre connu) :
Hommes : 1 223 — Femmes : 1 473 — Total : 2 696

DEMANDE D'EMPLOI NON SATISFAITE FIN NOVEMBRE EMANANT DE MOINS DE 25 ANS :
Hommes : 642 — Femmes : 1 118 — Total : 1 760

PROGRESSION DU CHOMAGE DEPUIS 5 ANS

Année	Hommes	Femmes	Total
Nov. 73	757	898	1 655
Nov. 74	898	1 439	2 337
Nov. 75	1 439	1 627	3 066
Nov. 76	1 627	2 823	4 450
Nov. 77	2 823	3 066	5 889
Nov. 78	1 223	1 473	2 696

Contrairement aux apparences, il n'y a pas eu de diminution du nombre des chômeurs entre novembre 77 et novembre 78. Le chiffre de novembre 77 comprend les sidérurgistes en pré-retraites (550 alors qu'ils n'ont pas été comptabilisés en novembre 78. Ces derniers sont rémunérés par les ASSÉDIC mais non considérés par la convention sidérurgie comme demandeurs d'emploi.

A l'UIS - CFDT de Longwy

DES MILITANTS MOBILISES EN PERMANENCE

● Sans doute l'absence d'échéances électorales à signification nationale aide-t-elle la classe ouvrière en Lorraine et tout particulièrement dans le Bassin de Longwy à prendre des initiatives. La présence d'une UIS-CFDT dynamique est aussi un outil dynamiseur. Depuis des semaines, elle multiplie les initiatives positives. Rappelons-en quelques unes.

Le 19 décembre, l'UIS participe à la manifestation de l'intersyndicale : 20 000 à 30 000 travailleurs manifestaient à Longwy.

Les 20 et 21, elle participait à l'occupation des comités d'entreprise de la Chiers et d'Usinor.

Le 23 décembre, elle participait à l'opération « portes ouvertes » à Usinor. Par la suite, la CFDT installera un SOS lumineux au sommet du crassier.

Devant le refus de la CGT, la CFDT participera seule à cette initiative qui aura un retentissement national. Puis une radio-libre baptisée SOS-emploi sera mise en route par l'UIS. Cette initiative permettra notamment à des sidérurgistes de Dunkerque et à des sidérurgistes allemands de prendre la parole.

La CFDT prendra l'initiative également de décorer l'Union métallurgique de Lorraine et de l'hôtel des impôts, notamment de slogans contre le chômage.

Elle prendra pleinement sa place dans les barrages de route qui entraveront l'activité de Longwy fin décembre.

Pour les fêtes, plusieurs réveillons seront organisés à l'UL, au crassier.

Depuis le début du mois, en plus d'assurer la garde et le fonctionnement du SOS 24 heures sur 24, l'UL assure une émission quotidienne de Radio SOS-emploi, ce qui demande beaucoup de travail.

Les syndicalistes de l'UIS envisagent par ailleurs, au lendemain de la manifestation de Metz dans laquelle ils se sont donnés à fond,

une nouvelle série d'initiatives.

Ainsi, alors que FO occupait l'hôtel des impôts de Longwy, la CGT le siège de l'Assimilior à Metz, la CFDT occupait plusieurs heures le dispatching de la SNCF à Longuyon.

Ce n'est pas la moindre des difficultés rencontrées par les militants que de toujours tenter d'associer l'intersyndicale à ces initiatives quand cela est possible. De la même manière, de multiples dispositions ont été prises, visant à permettre aux travailleurs de contrôler le plus étroitement possible la direction des affaires.

Ainsi, par exemple, par deux fois des sidérurgistes ont occupé la salle de réunion de l'intersyndicale afin d'assister à la réunion (la première fois ils étaient 300). Face au refus catégorique de la CGT, cela n'a pas été possible.

Autre exemple : l'installation du SOS lumineux au sommet du crassier.

Les centaines de signatures que compte le livre d'or du crassier témoignent de l'intérêt que des travailleurs (sidérurgistes et non sidérurgistes) manifestent. Des initiatives prises en commun par l'UL et la CSCV vont dans le même sens de la réalisation de l'unité la plus large autour de la lutte.

Si, incontestablement, l'UIS joue un rôle important dans la libération de l'initiative des travailleurs, elle est cependant confrontée à un problème : ses actions, bien que recueillant une large approbation, ne parviennent pas encore à mobiliser la grande masse des sidérurgistes.

Nombre de syndicalistes sont

Dans le pays-haut menacé de disparition LES SIDERURGISTES VEULENT VIVRE ET TRAVAILLER A LONGWY

Quand toute une région est touchée

DES PAS SUR LA VOIE DE L'UNITE POPULAIRE

● Le chômage qui s'abat sur la Lorraine touche évidemment les sidérurgistes au premier chef. Mais, plus largement, c'est toute la population qui est concernée. Par exemple, que va devenir Longwy si les fermetures envisagées se produisent ? A terme, ce serait le désert.

Face à cela, des couches de plus en plus nombreuses de la population manifestent leur solidarité avec ceux qui veulent lutter. Des pas sont faits dans la construction de l'unité populaire.

Le fait que les plans de restructuration des usines sidérurgiques de Longwy ont des répercussions sur la situation de l'emploi d'autres secteurs de la ville, amène des travailleurs de nombreux secteurs à être solidaires de la lutte des sidérurgistes.

On a vu par exemple des travailleurs de la SNCF, des routiers, ainsi que des conducteurs de bus, outre leur participation aux manifestations, barrer les routes de Longwy, le matin de la journée « ville morte » du 19 avec leurs camarades sidérurgistes.

Fait très important aussi, on commence à voir des chômeurs aux actions des sidérurgistes, chômeurs venant parfois de villes éloignées de Longwy, notamment de Thionville, pour monter la garde de nuit, lors du blocage de Long-

wy durant 48 heures, ou participer aux blocages-surprises d'axes routiers durant la même période.

« Des chômeurs, isolés depuis des mois », « qu'on n'avait jamais réussi à mobiliser » raconte un travailleur CFDT, « sont venus nous voir : « Ce n'est plus possible, il faut faire quelque chose ».

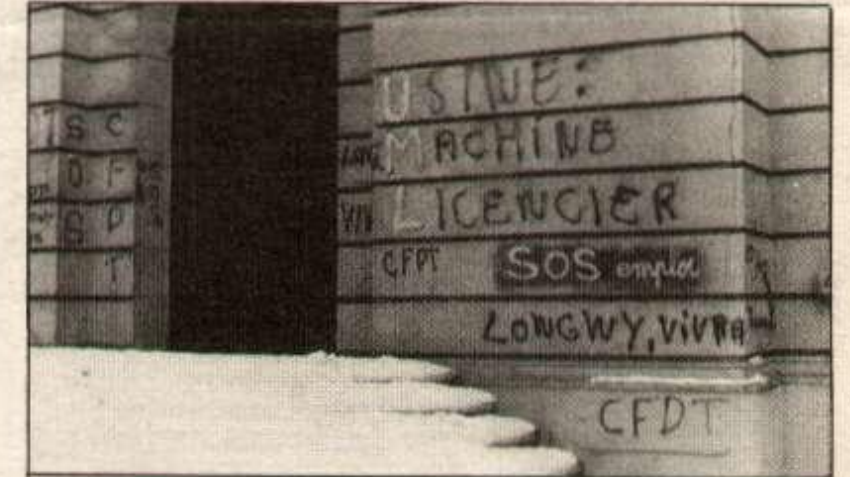
« Pourquoi on participe aux actions des sidérurgistes ? » explique un chômeur. « Pas spécialement pour nous : même si le bassin de Longwy reste avec tous ses emplois, ça ne nous donnera pas du travail à nous dans l'immédiat, il y a très peu de chances. Mais si on laisse faire le patronat, il n'y aura plus aucune chance de bosser. Et puis, ce n'est pas parce qu'on est au chômage qu'il faut laisser les autres s'y retrouver. On est d'abord solidaire des autres. »

D'autre part, l'ampleur des

plans de chômage des maîtres de forge, avec sa conséquence, la désindustrialisation importante d'une ville comme Longwy, amène aujourd'hui la jeunesse ouvrière scolarisée à se poser la question de la lutte : « Aurons-nous du travail à la sortie de l'école ? » s'interroge-t-elle.

Au collège de Longwy, les élèves, bien souvent fils de sidérurgistes, après avoir participé aux actions récentes (barrages, manifestations) se posent la question de mener de nouvelles luttes. Le renforcement de l'unité populaire passe bien sûr par l'unité Français-immigrés.

« Le patronat voulait faire passer l'idée qu'il y aurait plus de boulot si les immigrés étaient mis à la porte. Cette idée existe encore » raconte un syndicaliste, « mais beaucoup moins. » Et déjà, parce que les milliers de travailleurs immigrés licenciés ces dernières années n'ont pas empêché les plans de chômage actuels ! Des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Mont Saint Martin, bloquant les routes avec leurs camarades français, aux manifestations le jour du comité d'entre-



prise des travailleurs Français-immigrés d'Usinor dans les rues de Longwy aux cris de « Français-immigrés, même patron, même combat », les idées de division reculent là encore, bien que tout ne soit pas résolu.

La désindustrialisation d'une ville comme Longwy menace bien sûr, au-delà de l'emploi des ouvriers, celui d'autres couches, notamment celui des petits commerçants. Une frange de ces derniers, à depuis décembre résolument affirmé son soutien aux sidérur-

gistes, se rangeant souvent à leurs côtés dans la lutte.

« A différentes reprises » explique un syndicaliste, « et notamment lors du barrage de la ville de Longwy, on a vu des commerçants nous apporter leur soutien : tous les matins, certains venaient nous apporter des casse-croûte, des boulangers, du pain. Il n'est pas rare que, lorsqu'on va chez le boucher, pour demander cinq tranches de jambon, tel boucher en file le double. On a vu aussi tel boulanger faire un gâteau surmonté du « SOS ».

Quels intérêts défend le PCF en Lorraine ?

● Des députés de droite tentaient vendredi 12 de s'introduire dans la manifestation avec les travailleurs de Lorraine. Le *Républicain Lorrain*, qui ne n'est jamais fait connaître par le passé pour ses positions progressistes, a ouvert depuis quelques temps une rubrique : « Défendons la Lorraine ».

Le 17 janvier, il faisait parvenir 40 000 signatures à l'Élysée protestant contre la situation dramatique que connaît la Lorraine. Deux exemples parmi tant d'autres qui montrent comment la bourgeoisie locale tente d'entretenir et de répandre l'idée que quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent, tous les Lorrains ont les mêmes intérêts. Cela n'étonne pas : quand elle est en difficulté, la bourgeoisie a coutume de développer le chauvinisme. Loin de réaliser l'unité la plus large, cette politique pourtant divisée. Elle divise par exemple les classes ouvrières de différentes régions, entre bassins d'une région, et même entre usines d'un même bassin.

Le PCF, à sa manière, s'inscrit dans cette logique. Bien sûr pas avec les mêmes thèmes ni les mêmes raisonnements, mais sur le fond, c'est la même chose. On peut en donner quelques exemples.

Dans le bulletin d'information de la fédération de Moselle du PCF on peut lire notamment en réponse à une lettre du PS : « A ce moment là, en mai 1950 on avait prôné l'heureux mariage du charbon et de l'acier. Seuls les communistes avaient dénoncé et combattu ce plan. En fait d'heureux mariage, permettez nous l'expression, il y a eu un accoué et ce furent la France et son indépendance, les mineurs de charbon et les sidérurgistes. Comme nous l'avons prévu, les heureux bénéficiaires ont été les maîtres de forges allemands ».

SILENCE SUR LA GREVE DES SIDERURGISTES ALLEMANDS

Ce bulletin essaie de faire croire que depuis 1950 les sidérurgistes et les mineurs de France travaillent pour le compte des

capitalistes allemands. C'est vraiment faire la part belle à la bourgeoisie française ! Le PCF, de la même manière, crie dans les manifestations : « Barre, Giscard, Labbé » vendus à l'étranger ! et ajoute que le plan Davignon qui prévoyait des dizaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie « a été signé à Bruxelles », « sans d'ailleurs demander l'avis de l'Assemblée nationale ».

Cette politique a eu une conséquence très concrète, dans les derniers mois, le PCF a quasiment fait silence sur la longue grève des sidérurgistes allemands. Aucune mesure sérieuse pour la solidarité entre les sidérurgistes de part de d'autre de la frontière.

CHAUVINISME REGIONAL

Le titre du fameux bulletin de la fédération de Lorraine du

PCF : « Lorraine Résistance » dont nous avons déjà parlé est déjà tout un programme. On chercherait à susciter l'idée que la Lorraine est à nouveau menacée par l'Allemand qu'on ne ferait pas mieux. Dans un tract diffusé dans la région de Longwy, le PCF écrit : « La Lorraine a beaucoup souffert depuis plus d'un siècle pour avoir le droit d'être une région française : jamais sa population n'acceptera l'Europe allemande (...). Tout au long de ces quatre pages, on cherchera en vain la moindre ligne concernant les problèmes des sidérurgistes du Valenciennois : ne parlons pas de ceux qui, à quelques kilomètres subissent, eux aussi, l'exploitation en Allemagne.

CHAUVINISME DE BASSIN

Les divisions ne s'arrêtent pas là. Ainsi on se souvient que pendant longtemps, la bourgeoisie hésitait sur le site d'implantation de l'aciérie à oxygène. Longwy, Neuves-Maisons ? Finalement, c'est Neuves-Maisons au Sud de Nancy qui a eu gain de cause. La CFDT qui était informée de la décision 15 jours avant qu'elle soit officielle et qui l'avait fait connaître s'est vu rabrouer verbalement par le PCF. « C'est pas à vous d'annoncer ça » disaient-ils, dépités que Longwy n'ait pas été choisi.

CHAUVINISME D'USINE

A toutes ces formes de chauvinisme, s'en ajoute une autre,

UNE CERTAINE CONCEPTION DE L'UNITE POPULAIRE

Un couple de militants ayant décidé de quitter le PCF nous déclarait il y a quelques jours : « Depuis les élections de mars, il n'y a pas eu de réunion de cellule, même pour tirer le bilan des législatives. Au mois de décembre, ils en ont enfin convoqué une. Je pensais que c'était pour nous mettre au courant de la lutte dans la sidérurgie et nous y associer. Pas du tout ! Pas un mot sur la sidérurgie. Il a seulement été question de la remise des cartes ».

* Labbé : président de l'Union Métallurgique.

OU VA L'INFORMATIQUE ?

1 - L'évolution d'une technique

Par Eric BREHAT

- 1945-1970 : Défense, espace. Système de valeurs : prestige.
- 1955-1980 : Objectif, PNB. Système de valeurs : croissance.
- 1970-1990 : Objectif, bien-être. Système de valeurs : welfare (prosperité, sécurité).
- 1980-2000 : Objectif, satisfaction. Système de valeurs : réévaluation de soi.

Ce fantastique programme, cet «avenir radieux» sauce libérale, est l'œuvre du très sérieux «Japan Computer Usage Development Institute» (JACUDI), organisme officiel japonais chargé de programmer le développement de l'informatique nationale dans un double objectif : contrôler une part croissante du marché mondial, tenu par IBM, et penser la pénétration de l'informatique dans tous les rouages de la société. Le rattachement de la technique informatique au système de valeurs est fort instructif, puisqu'il est déjà utilisé pour «faire passer» l'informatisation de la société. Le JACUDI français est plus étié, puisqu'il s'agit d'un couple d'inspec-

teurs des finances, Simon Nora et Alain Minc, auteurs d'un célèbre rapport sur le sujet. Mais si le Japon fait figure de conquérant, la France paraît bien essouffée. Aussi, MM. Nora et Minc emploient-ils un langage plus nuancé : les mots «tension sur l'emploi», «relations conflictuelles», mais aussi «démocratisation», «liberté», «responsabilité» reviennent fréquemment. Et ils concluent : «Le nouveau défi est celui de l'incertitude».

La différence de ton des experts japonais et français, confrontés à un problème semblable, n'appelle qu'un commentaire : tendre vers la «réalisation de soi», ou répondre au «défi de l'incertitude» sont des mots, destinés à donner une représentation imaginaire d'une réalité qui concerne la vie des masses. Plus la réalité est sérieuse, plus l'image donnée en sera éloignée. En l'occurrence, il s'agit bien d'un problème sérieux.

gent», il lui sera possible de demander les données dont il a besoin dans une «banque de données», éventuellement à quelques milliers de kilomètres, sans pour autant être obligé d'acquiescer tout son contenu, et de les traiter lui-même. S'il ne le peut pas, sa machine pourrait alors s'adresser, via le réseau, à une machine mieux adaptée. Evidemment, l'existence de tels réseaux pose des problèmes de compatibilité entre machines (parlent-elles le même langage ?), de gestion du réseau (seuls les ordinateurs spécialisés pourront y pourvoir), d'élaboration et de détention de banques de données. Dans un système économique libéral concurrentiel, les fabricants ont théoriquement intérêt à fournir un matériel incompatible avec les autres marques, pour «garder» leurs clients. Mais dans un marché contrôlé à 70 % par les sociétés américaines, c'est-à-dire en majeure partie par IBM, les choses se présentent un peu différemment.

INFORMATIQUE ET POUVOIR POLITIQUE

Le cliché selon lequel l'information (et donc moyen de la garder, de la transmettre et de la traiter, c'est-à-dire l'informatique) signifie pouvoir est fréquemment invoqué, malgré son imprécision (car il élude la question antérieure : qui a le pouvoir ?). Les éléments précédents montrent qu'il faut prêter attention à un autre aspect : l'évolution vers les réseaux informatiques donne une importance prépondérante à trois secteurs : les banques de données, les télécommunications, et la gestion des réseaux informatiques. Il faut à ce sujet suivre la stratégie d'IBM. Ce constructeur qui, pour la seule mise au point de sa gamme 360, a investi plus que l'armée américaine pour l'élaboration de la bombe H, était jusqu'à présent un constructeur de machines et un fournisseur de logiciel et de services. Or, depuis plusieurs années, la firme tente d'obtenir la possibilité de lancer ses propres satellites de télécommunications ; d'autre part, elle fournit à ses utilisateurs l'accès à des banques de données qu'elle gère elle-même. Enfin, elle dispose d'une technologie suffisante pour gérer des réseaux, d'autant plus que nombre de petits constructeurs s'ingénient à fournir du matériel compatible avec les gammes IBM, pour attirer des clients désireux d'accroître les possibilités de leurs installations IBM à un moindre coût. On voit donc se dessiner une stratégie américaine empiétant sur une prérogative habituelle des États, les télécommunications, et contrôlant les points-clés d'une informatique généralisée. Même si la réalité est déjà plus complexe, on conçoit que les USA peuvent ainsi disposer à terme d'un moyen de pression de l'ordre de celui que leur donne actuellement leur puissance militaire. Sur ce point, le concurrent soviétique est aujourd'hui encore largement distancé.

Demain :
Comment la bourgeoisie compte utiliser l'informatique

UNE EVOLUTION TECHNIQUE IMPRESSIONNANTE

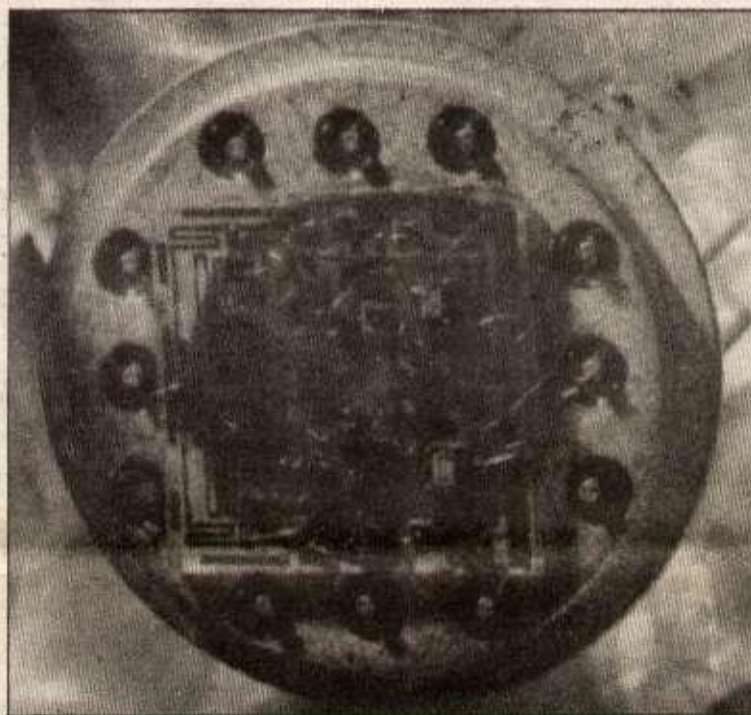
Bien que le mot ait pris une acceptation plus large ces dernières années, l'informatique reste en gros l'utilisation des ordinateurs. Aussi est-il nécessaire d'apporter quelques précisions sur ces machines encore considérées comme mystérieuses. Les premiers ordinateurs ont été conçus aux USA pendant la dernière guerre, pour des besoins militaires de technologie ou de logistique (répartition et fourniture du matériel et des troupes). La première machine entièrement électronique, l'ENIAC, était destinée à conduire de complexes calculs mathématiques et joua un rôle important dans la réalisation de la première bombe H. Un circuit électronique permet en effet d'effectuer les opérations élémentaires (addition...) sur des nombres préalablement traduits en système binaire (1 s'écrit 1, 2 s'écrit 10, 3 s'écrit 11, etc.) et des opérations logiques (et, ou, non...). Or, en dernière analyse, un calcul mathématique se ramène à une succession de telles opérations élémentaires. Les premières machines étaient donc d'énormes assemblages de tubes électroniques et de fils, peu fiables et d'utilisation ultra-spécialisée, ce qui limitait leur usage à de gros organismes.

L'évolution s'est faite dans deux directions étroitement imbriquées : miniaturisation et efficacité des composants électroniques, conception interne des machines et élaboration de lan-

gages permettant de les faire travailler.

L'évolution de composants est certainement la plus spectaculaire : le premier ordinateur qui occupait un appartement entier et nécessitait toute une équipe à son service serait aujourd'hui remplacé par une «puce» de 5 mm de côté, composée de circuits intégrés ! Le coût de fabrication ayant décliné dans des proportions presque équivalentes...

L'évolution de la conception interne des machines et de leur programmation, autorisée par la miniaturisation, est tout aussi notable. Pour utiliser les premières installations, il fallait au préalable traduire les instructions en «langage machine», en se conformant à sa conception. Une fois le programme élaboré, puis chargé, la machine le traitait, puis en communiquait les résultats. L'un des paradoxes était que le temps de chargement des programmes et des données se mesurait en heures, et le temps de traitement en millisecondes de seconde. C'est dire que la capacité de la machine était fort rarement utilisée. En lui faisant effectuer plusieurs travaux simultanément, c'est-à-dire en intégrant à la machine un programme lui permettant de suspendre un travail pour en attaquer un autre de la façon la plus rationnelle possible, la programmation ouvrait la voie à ce qu'on appelle aujourd'hui l'exploitation en «temps réel». Avec un système en temps réel, l'utilisateur n'a plus à faire la queue pour «passer» son programme, et reçoit le résultat du travail



Composant micro-électronique, d'une dimension réelle de 3 ou 4 mm. Aujourd'hui, au centre de la bataille de l'informatique.

demandé immédiatement. Ainsi est apparue l'importance croissante de la programmation interne des machines et de leurs périphériques et de la programmation tout court, que l'on regroupe actuellement sous le nom de «logiciel».

DE L'ORDINATEUR AU RESEAU

Traditionnellement, un ordinateur composait une unité centrale de traitement, une mémoire centrale, et un certain nombre de «périphériques», permettant

d'accéder à la machine, de mémoriser des programmes ou des données en attente (organes d'entrée/sortie). Une première innovation fut d'utiliser plusieurs unités centrales disposant de la même mémoire centrale et contrôlées par un même système d'exploitation (multitraitement ou multiprocessing). Le développement de cette méthode devait amener à la notion d'architecture de systèmes, dans laquelle les unités centrales ne sont que des unités parmi d'autres, et où les périphériques peuvent être rapprochés des utilisateurs. Le système de réservation SNCF pratiqué dans certaines gares, ou le système d'accès aux stocks de certains grands magasins, où les vendeurs disposent d'un terminal leur indiquant l'état des stocks et modifiant celui-ci après chaque vente, en fournit un exemple.

Cependant cette évolution se faisait dans le cadre de machines relativement spécialisées, c'est-à-dire réservées à de grosses entreprises, ou de gros demandeurs de calculs scientifiques. Parallèlement s'étaient développées des machines de calcul ou surtout de gestion plus petites, mais à performances intrinsèquement limitées. L'étape suivante, à peine engagée, est celle des réseaux reliant des machines par télécommunications. Un utilisateur peut être handicapé par son manque de données (spécifications techniques inhabituelles, données financières variant journalièrement...) ou par la faible puissance de son installation ; s'il a la possibilité de coupler sa machine à un réseau «intelli-



Centre de l'Abbaye-de-Pontigny (Yonne)

LA DDASS, LES FLICS ET LES HANDICAPÉS...

Les flics sont sauvagement intervenus mardi après-midi contre des handicapés physiques du Centre de reclassement professionnel du domaine de l'Abbaye de Pontigny (Yonne), envoyant plusieurs d'entre eux à l'hôpital. Les handicapés, accompagnés d'éducateurs du Centre occupaient le bureau de la directrice de la DDASS, et entendaient ainsi faire aboutir leur lutte revendicative contre un Centre qui, à part son aspect extérieur, a tout du centre disciplinaire.

Le domaine de l'Abbaye de Pontigny à une vingtaine de kilomètres d'Auxerre (Yonne), isolé, cache derrière ses vieilles pierres, jalousement entretenues par la présidente, madame Fouchet, des conditions de vie très dures pour les cent dix handicapés physiques qu'il «accueille». La discipline tient du centre de redressement. Dépendant de l'ADAPT, une des plus grosses associations gestionnaires de handicapés, le domaine de l'Abbaye est dirigée d'une main de fer par un général de réserve, monsieur Bourgogne. Déniant toute part de responsabilité aux résidents, le directeur a mis en place un règlement intérieur que les appelés du contingent n'auraient pas à envier.

UNE PRISON
UN GHETTO

Le centre abrite des paraplégiques, des cardiaques, des mutilés, dont 80 % sont majeurs. Tous ont le statut d'internes. Ils suivent des cours de rattrapage scolaire pour des périodes de six mois à un an, ou des formations de monteuses, câbleurs... Droit de visite prohibé, extinction des feux à 22 heures, ouvertures des colis, usage des véhicules personnels interdits en semaine. A cet effet, les papiers sont confisqués, permissions de sortie pour le

week-end délivrées par le directeur après avis du docteur, de l'éducateur-chef et du directeur des études... Droit d'affichage strictement cantonné à des cadres délimités dans les chambres par l'économe du centre ; le moindre débordement est interdit sous peine de voir les photos ou affiches déchirées. La direction sévit dans tous les domaines même celui des vacances des résidents ; ainsi le livret de Caisse d'Épargne de l'un d'eux a été confisqué, et c'est le directeur qui a décidé de la somme nécessaire pour la durée de ses vacances. Les ghettos maintes fois dénoncés par les associations de lutte de handicapés prennent ici tout leur sens.

Mais les résidents n'entendaient pas supporter ainsi une tutelle aussi écrasante, où toute initiative leur était interdite. Ils sont adultes et responsables et entendent le démontrer malgré les menaces de la direction. Le 21 novembre dernier, ils décident ensemble de boycotter le réfectoire où la nourriture est jugée plus que passable. C'était le premier pas d'une lutte qui allait se développer, et passer à un stade supérieur, après hésitations. Quand les résidents auront fait l'expérience de la tactique de la direction, Bourgogne, en effet, s'affole au vu de cette première

manifestation, il n'avait encore jamais vu ça. Il convoque ses différents chefs de services, les délégués de classe. Il lance un appel à l'ordre, et reçoit en retour les revendications plus précises de ses pensionnaires.

Celles-ci portent sur l'aménagement des cham-

teaux et des élèves. Ils décident l'élaboration d'un nouveau règlement intérieur qu'ils appellent «règles de vie» ; le directeur n'aura alors plus d'autre choix que de l'accepter. Pour l'y contraindre les élèves et les éducateurs entament une grève des cours le 12 décembre.

chez des militants CFTD, celle-ci soutenant la lutte.

«VOUS AVEZ
DIX MINUTES»

L'action est popularisée par les diffusions de tracts, des articles dans la presse locale. Impatients, ils décident de demander

Mais les grévistes restent fermes, et quelques minutes plus tard peuvent constater physiquement la volonté de dialogue de la DDASS. Les flics interviennent brutalement, traînant les grévistes au dehors, distribuant des coups à qui mieux mieux, sans aucune considération pour ceux qui sont contraints d'utiliser des fauteuils roulants, ou pour ceux qui peuvent être atteints de lourds handicaps. La préfecture aussitôt dément qu'il y ait eu violence. Pourtant, le résultat est là : sept stagiaires et une éducatrice ont dû être hospitalisés pour observation, l'un d'entre eux souffre d'un traumatisme crânien...

Mais ces méthodes brutales n'ont rien résolu, loin de là, et les grévistes sont bien décidés à obtenir satisfaction et à ne pas se laisser impressionner par des violences qui cachent mal la faiblesse des responsables de ces ghettos où ils veulent disposer d'élèves ou de travailleurs dociles. Ces derniers ont démontré leur volonté de changer un état de fait inacceptable, digne de temps révolus, où les bonnes consciences se rachètent par des journées nationales (des handicapés), pour mieux exploiter et surexploiter le restant de l'année. Comme le proclament les associations de lutte des handicapés «le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend !»

Pierre CHÂTEL

Pour tout soutien :
Bourse du Travail
d'Auxerre
UD-CFTD
lutte de l'Adapt.



Des handicapés lors d'une grève au CAT de Besançon

bres, les permissions de sortie, l'utilisation des véhicules, et le contrôle médical (sur ce point en effet, il semble que le toubib du centre soit plus préoccupé de ses horaires que de la santé des résidents).

En clair, ils demandent un statut d'adultes.

LE SILENCE
DE LA DDASS

En attendant la réponse promise pour le 29, les pensionnaires suspendent leur mouvement de boycott. Mais lorsque la réponse du directeur est donnée de façon négative, ils convoquent une assemblée générale des éduca-

teurs et des élèves. Ils décident l'élaboration d'un nouveau règlement intérieur qu'ils appellent «règles de vie» ; le directeur n'aura alors plus d'autre choix que de l'accepter. Pour l'y contraindre les élèves et les éducateurs entament une grève des cours le 12 décembre.

Devant l'intransigeance de Bourgogne, ils en informent la DDASS et l'association de tutelle l'ADAPT. Cette dernière promet d'intervenir et d'envoyer un responsable pour négocier. Les profs, grassement payés, ne se solidariseront pas, malgré les appels des grévistes. La grève est à nouveau suspendue. Mais rien ne change, les promesses s'éternisent. Le 10 janvier, les éducateurs et les élèves décident donc de reprendre la grève malgré les pressions du directeur, mais cette fois-ci en quittant l'établissement. Les pensionnaires sont accueillis

POLLUTION MONSTRE
DANS LA VALLÉE DE LA RUHR

Où est passé «le ciel bleu de la Ruhr» ?

Mercredi après-midi, le réseau mis en place par l'institut de contrôle d'émissions nocives de Essen, tirait la sonnette d'alarme : le taux de dioxyde de soufre dans l'atmosphère était supérieur à 0,8 milligrammes, dose maximale autorisée. Les autorités déclenchaient alors l'état d'alerte numéro 1 et se réunissaient en état major de crise à Düsseldorf.

Les habitants ont été priés d'éviter tout rassemblement en plein air ; les malades pulmonaires et les asthmatiques (ils sont nombreux dans la région) ont été invités à rester chez eux, et les automobilistes à aller à pied...

Encore ne s'agit-il vraisemblablement que de consignes minimum,

les autorités ayant intérêt à ne pas affoler la population par leur incapacité à résorber ce fléau qui se développe au rythme des volutes des cheminées (en conjonction avec les conditions atmosphériques) de la vallée de la Ruhr, qui reçoit près de la moitié de l'industrie allemande.

A noter que tout le temps de l'alerte, encore en vigueur jeudi, les industriels ont pu continuer impunément leurs méfaits, aucune consigne n'a été donnée pour réduire les rejets polluants dans l'atmosphère. Profits obligent ! Aux travailleurs et aux habitants d'en faire les frais.

A ce propos, l'inefficacité des installations anti-polluantes et les énormes

investissements engloutis, démontrent l'incohérence de la politique des autorités en ce domaine. Il n'y a pas si longtemps, un slogan électoral promettait «le ciel bleu pour la

Ruhr», un slogan qui a fait long feu, et que rejoindront peut-être les promesses des spécialistes de réduire de façon considérable le taux de dioxyde de soufre.



Pollution dans la Ruhr

Communiqué

A l'occasion de la première commémoration des événements du 26 janvier, le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie organise avec la section de l'Union Générale des Etudiants en Tunisie un meeting qui aura lieu le :

**VENDREDI 19 JANVIER 1979
A LA MUTUALITE A 20 HEURES
24, rue Saint-Victor 75 005 PARIS**

Cette commémoration se tient sous les mots d'ordre suivants :

— La libération de tous les syndicalistes emprisonnés et des détenus politiques.

— Le soutien à la lutte du peuple tunisien et sa classe ouvrière représentée par l'U.G.T.T.

Au programme :

- Projection de film sur les événements du 26.1.78
- Projection de diapos
- Partie artistique avec la participation de :
 - Hédi Ghella
 - La troupe musicale «Nijma» de Grenoble
 - La chorale de l'UGET
 - Chants Sud-Américains

Comité d'information et de défense
des victimes de la répression en Tunisie

Giscard en Roumanie DANS LA PERSPECTIVE D'UN DESARMEMENT EN EUROPE

par Grégoire CARRAT

● En deux mois, le gouvernement roumain s'est opposé à deux reprises à la politique du Kremlin. Actuellement, Giscard se rend en Roumanie et les discussions politiques, notamment sur la détente et le désarmement en Europe, occuperont une grande place, parce qu'elles se trouvent au centre des préoccupations des deux pays. C'est pourquoi nous présentons aujourd'hui, à titre de document, des extraits de : « *L'appel lancé par la Grande assemblée nationale roumaine aux Parlements, et aux gouvernements de tous les Etats, à tous les peuples du monde* », contenant à la fois l'appréciation portée par le gouvernement roumain concernant la situation mondiale et les principales propositions avancées par lui. Les positions fermes adoptées par la Roumanie, notamment au cours des derniers mois, donnent toute leur signification à ces propositions, destinées à contrecarrer les préparatifs de guerre de l'URSS et des Etats-Unis. Mais il sera nécessaire que le gouvernement roumain parvienne à un accord et à une collaboration, la plus étroite possible avec d'autres gouvernements européens, pour empêcher que l'URSS ne mette sous les termes de «détente militaire» sa propre interprétation qui vise à lui assurer un avantage décisif.

Les dossiers sont nombreux dans les bagages de Giscard : la Roumanie était en 1978 son premier client dans le domaine de la machine-outil, et la politique continue d'équipements industriels de celle-ci en font un pays où peuvent être obtenus des contrats intéressants, dont la bourgeoisie française est toujours avide. Mais la portée véritable du voyage est ailleurs : Giscard est le premier chef d'Etat occidental à rencontrer Ceaucescu depuis le refus de ce dernier en novembre 1978, d'accepter l'augmentation des budgets militaires demandée par l'URSS lors de la réunion des pays participant au Pacte de Varsovie, et depuis la dénonciation, au début du mois de janvier, par la Rou-

manie, de l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes, encouragées et soutenues par Moscou.

LA QUESTION CENTRALE : L'EUROPE

Bien que membre du Pacte de Varsovie et membre du COMECON, la Roumanie a manifesté d'une manière éclatante sa volonté de lutter contre les préparatifs de guerre, malgré les pressions que le Kremlin peut exercer et exerce sur elle.

Au centre des préoccupations du gouvernement roumain se trouve l'Europe où, selon Ceaucescu, «la vie internationale est la plus compliquée», notamment parce que «c'est le

continent sur lequel sont accumulées les plus profondes contradictions, où il y a la plus grande densité d'armes et de troupes et où se trouvent face à face deux blocs militaires opposés.»

Cela a amené le gouvernement roumain à élaborer un ensemble de propositions visant à donner un contenu différent à la détente et en faisant notamment un cadre pour le désarmement et la liquidation des blocs agressifs. Pour que cette tentative ait une chance de réussir, il faut qu'elle rassemble des forces suffisantes. Le gouvernement français manifeste des préoccupations similaires, que les perspectives d'une négociation SALT 3 a attisé ; Giscard lui oppose ses propositions



Les unités blindées soviétiques en manœuvre. Giscard et Ceaucescu, placés dans des situations bien différentes, ont des préoccupations similaires : circonvenir la menace que la rivalité soviéto-US, la course aux armements, fait peser sur leur souci de s'assurer une autonomie la plus large possible et de garantir les conditions de l'indépendance.

de désarmement. Depuis le voyage de Jean-François Poncet, le ministre français des Affaires étrangères, à Bucarest, en décembre 1978, l'examen des propositions des deux pays a été entrepris, ainsi que discuté le contenu à donner aux futures discussions de Madrid en 1980, suite du sommet d'Helsinki, qui s'est tenu en 1978, sur la coopération et la sécurité en Europe, préparant ainsi une éventuelle coordination franco-roumaine en ce domaine.

CONVERGENCES ET DIVERGENCES

Comme l'indique le document présenté ici, l'Assemblée nationale roumaine ne croit pas à une confrontation militaire inévitable, à l'imminence de la guerre mondiale, parce que la volonté de paix et d'indépendance des peu-

ples lui paraît puissante. On peut objecter que les préparatifs de guerre des Etats-Unis et de l'URSS, que la Roumanie a elle-même contribué à dévoiler, se sont considérablement accrus depuis la conférence d'Helsinki et rendu plus perceptibles que jamais les dangers de guerre, que la rivalité pour l'hégémonie est plus aiguë que jamais, que rien ne paraît en mesure de l'éliminer radicalement.

Cependant, le constat effectué par la Roumanie la conduit à s'opposer pour sa part à ces préparatifs de guerre, et à chercher à regrouper le plus grand nombre de forces pour empêcher l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale. Cette démarche est assez sensiblement différente de celle de Giscard d'Estaing, qui affirme que ni les Etats-Unis ni l'URSS ne préparent de guerre nucléaire, qui présente le danger de guerre comme la conséquence du fait que des armements sont entreposés en quantité en Europe, sans que leur destination soit clairement établie.

Cependant, les propositions roumaines et les propositions françaises se rejoignent sur nombre de points : faire du désarmement réel, effectif, le centre des débats en Europe, ce que Giscard propose sous la forme d'une conférence de désarmement européenne, alors que l'Assemblée roumaine propose de le réaliser dans le cadre défini à la conférence d'Helsinki, qui changerait ainsi considérablement de contenu.

En outre, la Roumanie avance des propositions beaucoup plus précises : le gel des dépenses militaires, le démantèlement des bases militaires étrangères en Europe, la création d'une zone-tampon au centre Europe complètement démilitarisée, propositions qui soulèveront des difficultés, indiscutables, parce qu'elles partent du point de vue qu'il y a équivalence entre les deux superpuissances dans les deux zones de l'Europe, bien qu'elles permettent de mettre en cause la présence des troupes soviétiques en Europe de l'Est au même titre que la

présence des troupes US en Europe.

Enfin, une divergence existe sur les priorités : alors que la Roumanie insiste pour que la question des armements nucléaires en Europe soit discutée en priorité, le gouvernement français estime que ces discussions ne peuvent être entamées avant qu'un désarmement réel ne soit entrepris dans le domaine des armes classiques. «L'inégalité visible des armements classiques constitue un véritable cran d'arrêt à la réduction des moyens nucléaires» disait à l'ONU Giscard à propos de l'Europe. Cette inégalité nettement favorable à l'URSS, serait encore plus sensible, selon les pays occidentaux, si les mesures de désarmement portaient sur le nucléaire.

En suivant des démarches différentes, à partir de situations très dissimilaires, la Roumanie pays membre du Pacte de Varsovie et du CAEM se considérant comme pays en développement, ne disposant pas de l'armement nucléaire, les deux pays parviennent à des conclusions proches, qui peuvent les amener à une collaboration plus étroite en matière de désarmement. C'est une volonté clairement affirmée par le document roumain que nous présentons ici. C'est une nécessité pour le gouvernement français afin que sa propre politique concernant le désarmement, son refus de la négociation SALT 3 comme cadre du désarmement en Europe, puisse connaître un début de réalisation. Les résultats de la visite ne pourront se mesurer que sur la capacité que les deux pays auront de surmonter leurs divergences.

* La négociation SALT 3 devrait commencer dès la signature d'un accord SALT 2 entre les USA et l'URSS, sur la limitation des armements nucléaires. Elle porterait sur les forces nucléaires en Europe. Giscard s'y oppose dans la mesure où cela impliquerait que les forces nucléaires françaises seraient soumises à une limitation sans contre-partie de désarmement des deux superpuissances.

DOCUMENT

APPRECIATION DE LA SITUATION MONDIALE

La Grande Assemblée Nationale de la République Socialiste de Roumanie considère qu'en dépit de l'aggravation des contradictions de la vie internationale, la situation du monde n'évolue pas en direction d'une confrontation militaire inévitable, d'une guerre mondiale imminente. On assiste, dans le monde entier, à une affirmation toujours plus puissante de la volonté des peuples de faire promouvoir une politique nouvelle, d'indépendance, de collaboration, de sécurité et de paix, de résoudre par voie politique tous les problèmes litigieux et d'exclure la guerre et les confrontations armées des rapports interétatiques.

La Grande Assemblée Nationale est fermement persuadée qu'il est dans le pouvoir des peuples, des facteurs responsables des Etats, des représentants élus des peuples, de tous les hommes de bonne foi, indifféremment de leurs convictions philosophiques et religieuses, d'empêcher par une étroite coopération l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale, d'assurer la paix et la stabilité internationale (...).

La course folle aux armements, l'accumulation de moyens de destruction toujours plus perfectionnés, l'accroissement sans précédent des dépenses militaires, représentent, de nos jours, le plus grand danger à l'adresse de la paix et de la sécurité. La course aux armements pèse lourd sur les épaules de tous les peuples, envenime le climat politique mondial, elle porte en germe la rupture de l'équilibre militaire et de l'aggravation des contradictions internationales. C'est pourquoi il est extrêmement important que l'équilibre nécessaire à la sécurité de tous les Etats ne soit plus assurée par l'escalade de la course aux armements, par l'intensification des dépenses militaires et l'accumulation de nouveaux stocks d'armes, mais, au contraire, par la réduction des effectifs militaires et des armements, par la diminution graduelle des budgets militaires, par la voie du désarmement, tout d'abord du désarmement nucléaire (...).

GEL DES DEPENSES MILITAIRES

La Grande Assemblée Nationale de la République Socialiste de Roumanie soumet à l'attention des parlements et des gouvernements du monde la proposition de faire geler les dépenses militaires, les effectifs armés et

les armements au niveau de l'année 1978 et de passer ensuite à un programme de désarmement à une large perspective, à l'application d'un ensemble de mesures destinées à réduire sans cesse la course aux armements, à arrêter la production de nouvelles armes, à conduire à l'édification d'un monde sans armes ni guerres (...).

Nous appelons tous les Etats qui possèdent des armes nucléaires à s'engager à ne pas utiliser ces armes contre les Etats qui n'en possèdent pas et à ne pas implanter de nouvelles armes nucléaires sur le territoire d'autres pays (...).

RETRAIT DES TROUPES ÉTRANGÈRES

L'adoption de l'engagement de ne plus implanter de nouvelles troupes et des armements sur les territoires d'autres Etats et de passer à la réduction graduelle et puis au retrait de toutes les troupes étrangères à l'intérieur des frontières nationales, le démantèlement des bases militaires des territoires d'autres Etats, l'arrêt des manœuvres militaires et de toutes démonstrations de force près des frontières d'autres Etats auraient une importance particulière pour la paix et la sécurité du continent européen.

CREATION D'UNE ZONE DEMILITARISEE

La Grande Assemblée Nationale de la République Socialiste de Roumanie considère que l'affermissement de la paix et de la sécurité des Etats implique la limitation continue de l'activité militaire des blocs, l'intensification des actions en vue d'aboutir à la création des conditions pour la suppression simultanée du Traité de l'Atlantique du Nord et du Traité de Varsovie. Dans cette perspective, la création, entre les blocs militaires, d'une zone où ne soient implantées aucune armée et aucune démonstration militaire aurait une importance particulière (...).

MODIFIER LE CONTENU DE LA DICTATURE

Préparons minutieusement la prochaine Réunion de Madrid de 1980 et faisons que les problèmes du désengagement militaire et du désarmement en Europe y occupent la place centrale pour qu'elle détermine l'adoption de mesures concrètes visant l'intensification de la coopération économique, l'extension des rapports culturels et scientifiques ainsi que dans le domaine des relations humanitaires, qu'elle fasse s'accélérer le processus de la transformation de l'Europe en un continent de la paix, de la détente et de la coopération fructueuse entre les nations.

KAMPUCHEA INTERVENTION ACCRUE DES AGRESSEURS VIETNAMIENS ET SOVIETIQUES

Selon les informations en provenance du Sud-Est asiatique, les combats ont continué à faire rage cette semaine dans la plupart des provinces du Kampuchéa, notamment dans les régions montagneuses et dans les provinces maritimes où les troupes du Kampuchéa démocratique se sont concentrées. Devant la persistance et le développement de la résistance qui a commencé à attaquer les agresseurs un peu partout une fois que leurs troupes étaient déployées dans tout le pays, les Vietnamiens sont contraints à augmenter encore leurs effectifs et leur arsenal d'intervention.

Jeudi, des combats se poursuivaient dans l'île de Koh Kong, avec intervention de l'aviation et de la flotte de guerre vietnamiennes. Plusieurs vedettes des agresseurs ont bombardé l'île et la côte Ouest du Kampuchéa. Ces navires ont également coulé huit chalutiers thaïlandais qui se trouvaient à la limite des eaux du Kampuchéa.

Alors que les forces du Kampuchéa démocratique l'avaient repris en début de semaine, Kompong Son, seul port en eau profonde du pays, a été violemment bombardé par l'aviation vietnamienne. Celle-ci utilise des bombes de 500 livres et des bombes anti-personnel à fragmentation prises dans les

stocks laissés par les Américains. Des combats ont également lieu dans le Nord-Ouest, le long de la route qui va de Phnom Penh à la frontière thaïlandaise, et même autour de la capitale elle-même. Outre les bombardements et l'intervention de la flotte, les agresseurs doivent actuellement introduire au Kampuchéa de nouvelles forces terrestres : des colonnes de véhicules militaires de toutes sortes, comprenant des tanks amphibies sont signalées sur la route allant de Saïgon à Phnom Penh.

Ainsi, tous ceux qui ont crié un peu vite à l'effondrement du régime de Pol Pot vont commencer à déchanter — sauf l'Humanité qui, s'en tenant aux dépêches vietnamiennes

fait état de «combats sporadiques» — Beaucoup d'observateurs estiment aujourd'hui que la résistance du peuple du Kampuchéa est une réalité avec laquelle l'agresseur devra compter, ses avantages acquis pour le blitzkrieg (guerre éclair) étant rapidement remis en question. En effet, comme le gouvernement du Kampuchéa démocratique et Sihanouk l'ont déclaré, l'armée kampuchéane a laissé l'envahisseur entrer dans le pays pour mener ensuite contre lui une guerre populaire prolongée.

C'est ce qu'a confirmé dans une interview à l'ONU l'ambassadeur du Kampuchéa, Thiounn Prasith. Il déclare : «Notre peuple n'acceptera jamais d'être esclave... Le Vietnam n'hésitera pas à détruire nos villes et peut-être même les temples d'Angkor. Les Vietnamiens n'ont pas pu tolérer que nous ayons commencé à reconstruire notre pays, alors qu'eux-mêmes après la guerre, s'enfonçaient dans des difficultés de tous ordres».

L'ambassadeur s'est déclaré favorable à une union de tous les patriotes du Kampuchéa sans restriction contre l'agression : «Nous ne refusons aucun appui venant de Khmers patriotes. Le problème aujourd'hui est un problème national. Il ne s'agit plus d'idéologies ou de divergences concernant tel ou tel domaine. Seul un Front national patriotique et démocratique pourra sauver le Kampuchéa». Au sujet des critiques faites par Sihanouk au gouvernement de Pol Pot, il a déclaré : «Il est probable qu'après les dévastations de la guerre, qui s'est doublée d'une révolution, il y a eu des revanches personnelles».

Mais je ne pense pas qu'on puisse parler de massacres, de tuerie générale. Il y a eu des revanches, des assassinats, mais vous savez que le Vietnam avait envoyé beaucoup d'agents dans nos rangs... Nous comprenons parfaitement que le Prince éprouve ces sentiments. Vous savez, après la guerre, ces dernières années, ce n'était pas très facile».

Meeting de l'Union
des étudiants iraniens
en France (UEIF-CISNU)

Après le départ du Shah, la lutte continue

Jeudi soir, c'est devant une salle archi-comble que s'est ouvert le meeting de soutien à la révolution iranienne, pour la République démocratique populaire, organisé par l'UEIF (CISNU) et soutenu par le PCR ml, le PCML et d'autres organisations françaises. Après les chants révolutionnaires iraniens interprétés par la chorale de l'UEIF, une camarade de cette organisation devait rappeler dans un bref historique l'évolution du mouvement populaire depuis septembre dernier, date du précédent meeting de l'UEIF à Paris. Elle précisa notamment comment le mot d'ordre de Révolution démocratique et populaire est apparu dans la grève des ouvriers du pétrole, déclenchée en octobre, et devint ainsi le projet mis en avant par la fraction la plus avancée de la classe ouvrière iranienne.

Puis, après un bilan de 25 ans de la dictature fasciste du Shah, un étudiant iranien a dressé un tableau des différentes forces politiques présentes actuellement dans le mouvement populaire iranien : l'opposition religieuse, qui a pour dirigeant incontesté l'Ayatollah Khomeiny, l'opposition

laïque représentée par le Front national et l'opposition révolutionnaire, principalement représentée par les communistes révolutionnaires qui n'ont pas cessé, depuis le début du mouvement, d'élargir leur influence, qui reste encore faible.

Cette intervention fut suivie de la projection d'un film sur les immenses manifestations réclamant le départ du Shah, à Téhéran, qui déclencha l'enthousiasme des participants : les cris de «A bas le Shah !», scandés en persan par la salle, se mêlaient aux voix des manifestants.

La soirée s'est clôturée par l'intervention d'un représentant du Comité des patriotes du Kampuchéa démocratique, venu apporter au peuple iranien le salut de son peuple qui résiste vaillamment à l'agression vietnamienne. Il fut longuement applaudi et soutenu, aux cris de «Kampuchéa vaincra». Puis un camarade du PCR ml a rappelé à son tour les agressions récentes du social-impérialisme en Érythrée et au Cambodge et apporté le salut de notre Parti à la victoire du peuple iranien contre le Shah.

F. R.

IRAN 25 ANS DE DICTATURE 25 ANS DE LUTTE POPULAIRE

Après avoir vu dans l'article précédent, la période qui va du coup d'Etat de 1953 jusqu'aux transformations économiques qu'a connues l'Iran du début de la «Révolution blanche» à l'industrialisation, nous abordons aujourd'hui le rôle régional de l'Iran lié à l'aide militaire fournie par l'impérialisme américain et les 5 dernières années de la dictature du Shah qui portaient en germe le mouvement populaire qui s'est développé pendant l'année 1978, pour aboutir à une première victoire : le départ du Shah.

Pour les États-Unis, la sécurité de l'approvisionnement pétrolier de l'Occident passe par la consolidation des forces armées iraniennes. Ils s'y emploieront activement, fournissant en grande quantité, le matériel militaire le plus moderne et 40 000 conseillers militaires. L'Iran se situe ainsi au premier rang mondial des puissances militaires, non nucléaires, ce qui lui confère un rôle important dans la région du golfe arabo-persique. Cette supériorité militaire lui permettra de s'emparer de deux îles appartenant aux Émirats, qui contrôlent l'entrée du golfe arabo-persique, et par là tout le trafic pétrolier de la région. L'Iran intervient également au Dhoffar contre la lutte de libération nationale menée par le Front populaire de libération d'Oman. Après avoir entretenu des rapports tendus avec l'Irak, conséquence d'un différend sur le problème kurde, et un désaccord sur le tracé des frontières, en 1975 l'Iran signe un traité avec Bagdad, mettant fin à un conflit vieux de plusieurs années.

Un fait primordial a motivé l'Iran dans son désir de se doter de moyens de défense suffi-

sants : l'apparition, dès 1968, de la flotte soviétique dans l'Océan Indien, accompagnée d'un essor de l'influence de l'URSS dans les pays voisins de l'Iran, si l'on en juge par l'attitude des régimes qui se sont successivement installés, en Irak, en Éthiopie, au Yémen du Sud et en Afghanistan.

LA CRISE QUI A PROVOQUÉ LA CHUTE DU SHAH

Un million de paysans, ruinés par la réforme agraire, furent contraints de rejoindre les nombreux sans-travail entassés dans les bidonvilles aux alentours des grandes villes comme Téhéran. Ces derniers furent à l'origine de nombreuses luttes pour la construction de logements obtenant certains succès dans les années 70.

Autres victimes de la «Révolution blanche», les commerçants du Bazar, d'une part ruinés par la mise en place d'un grand commerce capitaliste, d'autre part désignés par la campagne contre la «vente chère» comme

les responsables de la hausse des prix, ne sont pas résolus à disparaître et rejoignent nombreux le Front national. Ces couches de la population viennent renforcer les intellectuels (étudiants, écrivains) qui ont payé d'un lourd tribut leur opposition au régime. On voit se développer, parallèlement, l'essor du mouvement religieux islamique, qui, sous la direction de Khomeiny — alors réfugié en Irak — organise un vaste mouvement contre le Shah qui regroupe bientôt croyants et non croyants dans les mosquées, seul endroit où il est permis de s'exprimer en Iran.

Le 9 janvier 1978, une manifestation dans la ville de Qom, durement réprimée par la police (60 morts) sera le point de départ de manifestations incessantes qui se dérouleront tous les 40 jours, pour aboutir un an plus tard, au départ du Shah.

Le 8 septembre 1978, plusieurs milliers de manifestants défilent à Téhéran pour réclamer le départ du Shah ; la police se livre à un massacre et assassine 5 000 personnes.

Fin octobre, les grèves déjà nombreuses, s'étendent, réduisant l'exportation du pétrole et quelques semaines plus tard, paralysant l'économie iranienne.

En décembre, la période du «Mohavram» est marquée par de gigantesques manifestations réunissant parfois plusieurs millions de personnes.



Le Shah chassé par le peuple

Toutes les manœuvres du Shah échoueront les unes après les autres. La dissolution du Parti unique en septembre, les tentatives pour rallier l'opposition modérée, la formation le 5 novembre du gouvernement militaire, rien n'arrêtera le peuple iranien, unanimement soulevé pour réclamer le départ du Shah.

L'odieuse provocation du cinéma d'Abadan, où le Shah fit brûler vives 800 personnes, pesera lourd dans la détermination du peuple iranien à abattre ce régime haï par tous. Le 28 octobre, l'opposition religieuse et Front national s'accordent pour pour-

suivre la lutte jusqu'à l'abolition de la dynastie Pahlévi.

Le 16 janvier 1979, ça n'est pas encore l'abdication mais le Shah a quitté l'Iran. C'est une première victoire du mouvement populaire iranien, qui poursuit sa lutte pour la liberté et l'indépendance complète : le gouvernement Bakhtiari, soutenu par les Américains, est déjà largement désavoué. A Paris, l'Ayatollah Khomeiny déclare que la lutte se poursuit pour l'indépendance de l'Iran, car «le plus important, c'est la fin de la domination étrangère».

Frank ROUSSEL

A LIVRES OUVERTS

Vient
de paraître

LE MONDE DE BEUVE-MERY OU LE METIER D'ALCESTE de Jean-Noël Jeannency et Jacques Juliard. Editions le Seuil, 377 pages. Prix : 59 F

Ce livre retrace l'histoire du journal *le Monde*, son développement et également les difficultés qu'il a du surmonter au cours de son existence dont une des dates importantes aura été 1969, date à laquelle Hubert Beuve-Méry, un des fondateurs du journal, fut remplacé à la direction par Jacques Fauvet.

PALESTINE SANS PATRIE, par Abou Iyad. Editions Fayolles, 360 pages. Prix : 52,00 F

Fondateur du Fatah avec Yasser Arafat, chef des services de sécurité de l'OLP, membre du Comité central du Fatah, Abou Iyad évoque dans ce livre l'histoire de la lutte du peuple palestinien depuis la fondation du Fatah jusqu'à nos jours. Un document

HISTOIRE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE de Joseph Ro- van. Editions le Seuil, 525 pages. Prix : 95 F

Ce livre constitue, selon l'auteur lui-même, «une justification éclatante des choix effectués par la social-démocratie allemande en 1918, 1945, 1959». Ce livre qui est un livre d'histoire «se veut donc aussi acte politique : il affirme que la démocratie et les libertés peuvent s'épanouir sous les gouvernements sociaux-démocrates, mais qu'elles ne survivent nulle part à une prise de pouvoir par des socialistes marxistes...».

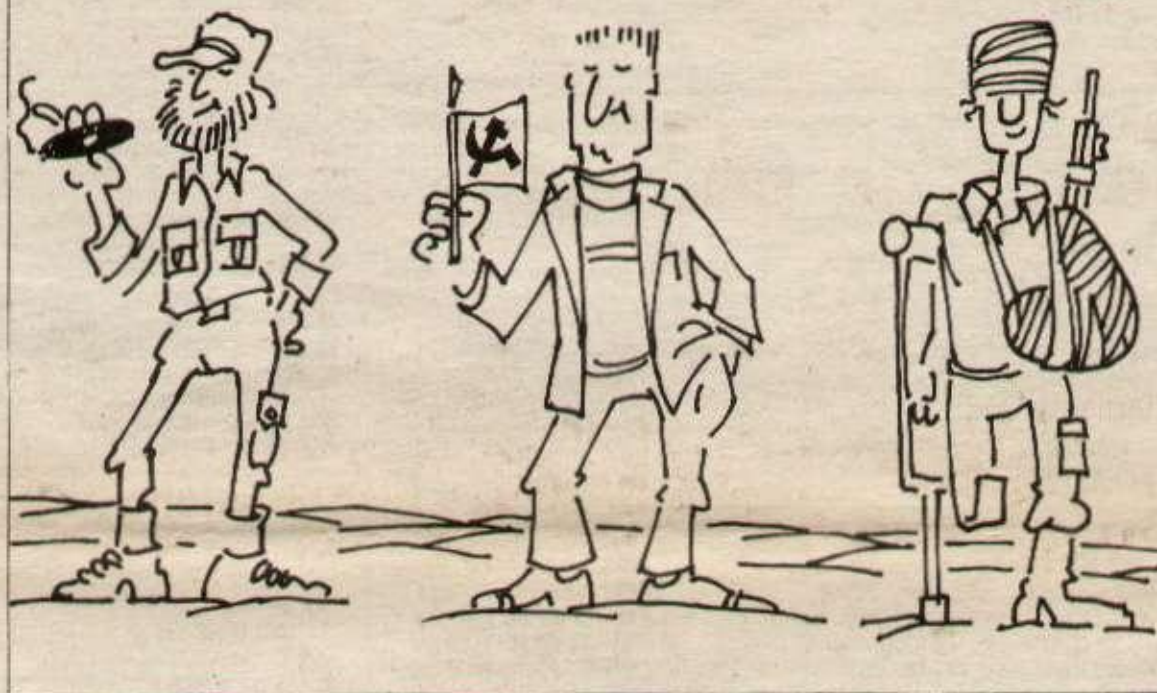
Un livre qui contient beaucoup d'éléments.

VISITEZ L'ÉTHIOPIE!

SES
CONSEILLERS
CUBAINS

SES
INSTRUCTEURS
SOVIÉTIQUES

SES
COURAGEUX
INDIGÈNES



Dessin de Plantu, avec l'aimable autorisation des éditions du Centurion

Plantu et le Tiers Monde

Féroce et impitoyable, Plantu, lorsqu'il ouvre le dossier Tiers Monde et qu'il accuse avec un humour plus cruel que drôle, les pays impérialistes dont la prospérité ne tient qu'au pillage du Tiers Monde. Texte réduit au minimum, car-

catures souvent excellentes, les dessins de Plantu s'imposent de par leur vigoureuse dénonciation des multinationales, sangsues des pays sous-développés, de par leur mise en accusation des impérialismes, qui selon leurs intérêts, main-

tiennent au pouvoir des régimes d'apartheid, des dictatures militaires sanglantes ou des gouvernements corrompus. Ainsi, le crayon du dessinateur brosse l'impitoyable portrait de l'impérialisme US dans ses zones de chasse gardée, ou celui de l'impérialisme français dans son intervention au Zaïre, ou encore celui de l'impérialisme soviétique fauteur de guerres.

Féroce, oui, mais également pessimiste et désabusé...

En effet, exception faite de quelques dessins où les peuples, d'Afrique du Sud notamment, chassent l'opresseur, le Tiers Monde apparaît d'abord divisé et toujours dupé. La conférence Nord-Sud, l'O.N.U., etc., sont présentés comme des instruments des multinationales, ainsi que le mariage des rois du pétrole avec les pays impérialistes qui se fait sur le dos et aux dépens des pays du Tiers Monde. Ecartelés entre les deux superpuissances, mis en demeure de choisir entre l'une ou l'autre, la porte de l'indépendance apparaît, pour eux, complètement murée dans un dessin particulièrement explicite.

D'un côté, la piraterie des superpuissances et des autres impérialismes, qui réduit à une scandaleuse et révoltante misère les peuples du Tiers Monde, d'un autre côté, ces mêmes peuples trahis par leur bourgeoisie, constamment trompés par les puissances du Nord, telle est la vision de l'évolution du monde de Plantu.

Michèle ROUX

(1) Plantu est dessinateur au journal *le Monde*.

PAUVRES CHERIS DE PLANTU
Editions Le centurion
125 pages. Prix : 38 F

Les dessins de cet ouvrage sont parus dans *le Monde*, *le Monde diplomatique*, etc.

Réflexion d'une féministe de naguère

L'introduction du livre où Claude Maignien présente la vie et la lutte de Madeleine Pelletier (1874-1939) est fort intéressante : on y apprend ainsi que, devenue docteur en médecine, elle est la première, après une âpre lutte, à avoir accès au concours de l'internat des asiles. Grâce à ses connaissances, elle essaiera toute sa vie d'être fidèle au principe de «servir le peuple» et, ainsi, elle pratiquera des avortements jusqu'à l'âge de 65 ans, ce qui lui vaudra d'être arrêtée et internée.

On suit son itinéraire politique complexe de la franc-maçonnerie à la SFIO où elle tentera toujours d'imposer une plus grande égalité entre les hommes et les femmes, notamment en ce qui concerne le vote. En 1922, elle entreprend même un voyage en Russie soviétique.

Suit le texte même de Madeleine Pelletier : «L'éducation féministe des filles» publié en 1914 et qui s'adresse aux mères féministes.

A côté d'idées fort avancées pour l'époque comme le principe de la socialisation des tâches ménagères, dans la société socialiste future, la plupart des conseils donnés aux mères font sourire par leur outrance.

Ainsi, pour fortifier la petite fille voici ce qu'il faut faire : «On tordra un doigt pendant quelques secondes ; on fera tenir les deux pôles d'une pile électrique et on fera passer un courant léger».

Mais l'intérêt de cette collection réside dans le fait qu'elle nous fait connaître l'histoire semée d'hésitations mais aussi de courage de ces premières féministes.

Hélène NOHAN

* L'ÉDUCATION FÉMINISTE DES FILLES de Madeleine Pelletier. Ed Syros (coll «Mémoires de femmes»).

Une revue africaine

«Dix-huit ans après les indépendances, voici enfin une publication noire importante contrôlée financièrement, idéologiquement et techniquement par des Africains francophones noirs, et par eux seuls.

Voici la première grande publication noire francophone totalement indépendante non seulement des gouvernements africains, mais aussi de tous les hommes, de toutes les institutions, de tous les organismes derrière lesquels se dissimule habituellement le néo-colonialisme de Paris : chefs d'État soi-disant charismatiques, coopération, assistance technique, francophonie, etc.

Voici la première grande publication noire francophone résolue à proclamer aussi souvent qu'il le faudra la seule vérité qui, aujourd'hui, tient à cœur à tous les Noirs également : l'Afrique rejette désormais toutes les tutelles...».

Voici enfin une publication noire francophone décidée à conformer sa pratique à cet axiome : le capitalisme, voilà l'ennemi mortel de l'Afrique.

Cette revue existe depuis maintenant un an. Cinq numéros ont paru. *Peuples noirs, peuples africains* publie des études sur les régimes

africains ou bien les questions culturelles en Afrique, faites par des intellectuels et des militants en exil, ainsi que des poèmes et des extraits de romans, et les démentels de Mongo Beti et ses amis avec les africanistes français qui sont souvent d'anciens colons, avec les faux «soutiens» de la gauche ou la section française d'Amnesty international.

«La revue en tant que telle n'est ni marxiste, ni chrétienne d'extrême-gauche, ni black power, ni black consciousness, mais sa destination naturelle est de publier des analyses inspirées de ces idéologies, non sans accueillir des auteurs plus indépendants à condition de servir sa finalité première, c'est-à-dire l'émancipation et le progrès des Noirs et de l'Afrique». Bien sûr, on y trouve parfois des positions discutables. Cependant, c'est un lieu de débat et d'information utile à ceux qui s'intéressent à l'Afrique.

PEUPLES NOIRS, PEUPLES AFRICAINS
le numéro : 25 francs
341 rue des Pyrénées. 75 020 Paris

Jean-Paul GASCHIGNARD

C'est arrivé... Bellemare à la télé !

Une voix prenante, qui s'enfle, s'accélère, ou bien chuchote doucement ; des histoires étranges ou banales ; des phrases pleines de suspense (aidées par des pauses publicitaires) : ça c'était le Bellemare de la radio. Rien ne nous a été épargné. On a eu droit aux dossiers extraordinaires, à ceux d'Interpol et aux aventures rocambolesques de ceux qui « pour une heure ou pour une vie, victimes ou héros sont devenus... des aventuriers ». On était habitué à son éloquence mélodramatique qui d'une taupinière en fait une montagne. Mais maintenant, en prime, on peut le voir tous les soirs sur TF1 avant les informations, dans « c'est arrivé un jour ». Côté spectacle, il s'y donne à fond. Il agite les bras d'une façon pathétique, il



balaye l'espace d'un geste large, et il faut avoir vu son œil humide quand le ton se fait plus poignant...

Mais à part ce côté show, il a un talent indéniable de conteur. Que ses histoires soient de tristes aventures quotidiennes racontées sur le mode misérabiliste, ou bien l'existence d'un héros qui se sort brillamment d'un mauvais pas, on est pris par l'action et on attend la fin.

Et c'est ça, son tour de force, nous tenir en haleine pour un simple fait divers qu'il gonfle démesurément. Faits divers sortis de leur contexte, qu'il nous livre dramatisé, et sur un ton faussement objectif ; il pourrait tout aussi bien nous lire le botin, on s'y laisserait prendre !

Frédérique ARNAUD

Cette semaine, on peut voir

LUNDI 22 JANVIER

TF 1

20 h 35 : Soirée Arletty, avec un film : *Circonstances atténuantes* (de Jean Boyer, 1930. Avec Michel Simon et Arletty). *Un procureur de la République, Michel Simon, très sévère pour les voyous, échoue avec sa femme, dans une auberge « mal fréquentée ».* Très bien interprété, on s'en doute. Arletty n'a pas son pareil pour parler argot. Le film est suivi à 22 h d'un portrait de l'actrice.

Et à la même heure sur FR 3 :

(ça va être pratique !) : *French Connection* (de William Friedkin, 1971). Très bon film policier dans l'univers des gros trafiquants de drogue.

MARDI 23 JANVIER

FR 3

20 h 30 : *Les trois mousquetaires* (de Georges Sidney, 1948). Célèbre film de cape et d'épée. Celui-ci mêle l'humour, les gags et l'aventure. Mené à un rythme endiablé, c'est une réussite.

JEUDI 25 JANVIER

FR 3

20 h 30 : *Casavres exquis* (de Francesco Rosi, 1975). Film politique, avec Lino Ventura, Marcel Bozzuffi, Charles Vanel. *Un magistrat assassiné, puis deux, puis trois, l'enquête de l'inspecteur Rogas (Lino Ventura) se complique : des pistes qui ne mènent à rien, des agissements étranges, des faits que l'on cache, laissent deviner une machination conçue en haut lieu... A voir.*

Une histoire simple

Film de Claude Sautet avec Claude Brasseur, Bruno Crémier, Eva Darlan, Sophie Daumier, Roger Pigaut, Madeleine Robinson et Romy Schneider.

Avec en toile de fond, le licenciement d'un cadre, l'histoire est surtout axée sur les problèmes d'une catégorie précise de femmes : des employées, travaillant dans la dessin industriel. Autour du personnage central, Marie (Romy Schneider), se tissent des liens de solidarité, d'amitié voire de tendresse entre celles qui ont conquis ou veulent conquérir leur indépendance et leur liberté dans leur relation avec les hommes. Film intimiste, où la caméra s'accroche aux moindres expressions du visage, au moindre regard, geste ou parole, Sautet semble surtout préoccupé d'y transcrire cette ambiance chaleureuse qui existe entre des femmes qui luttent quotidiennement pour leur vie : s'épanouir pleinement dans un couple, se séparer de son mari, être seule et avoir la charge de ses 2 enfants, être confrontée quotidiennement à un mari qui se sent « fini » et qui ne lutte plus, décider d'avoir un enfant



quand on vit toute seule etc.

Et en ce sens c'est un film de femmes : elles apparaissent tellement plus fortes, tellement plus équilibrées que les hommes ! Cependant les situations qu'elles vivent, leurs problèmes nous ont semblé plutôt spécifiques au milieu auquel elles appartiennent. Par exemple, les problèmes d'argent, sont rarement évoqués, ainsi que ceux de l'organisation quotidienne (enfants, repas

etc...)

En outre, il est important de noter sur ce point que ce film a été écrit et réalisé par des hommes.

Ainsi, ces femmes qui reflètent une certaine aristocratie parmi les employées, témoignent plutôt de par leur style de vie et de par la façon dont elles pensent leur existence des préoccupations de la petite bourgeoisie aisée. Pas si simple que ça !

Michèle ROUX

Samedi 20 janvier

TF 1

14 h 00 - Toujours le samedi, Denise Fabre.
15 h 40 - Rugby, Irlande-France : Tournoi des cinq nations
17 h 05 - Les derniers cavaliers
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - C'est arrivé un jour
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Numéro un, Pétula Clark. *Accent anglais de rigueur, chansons gnan-gnan : insipide.*
21 h 35 - Les héritiers. *Série américaine.*
22 h 30 - Spécial tennis
23 h 35 - Journal et fin

A 2

13 h 35 - Des animaux et des hommes
14 h 25 - Salle des fêtes
15 h 15 - Les jeux du stade
18 h 00 - Course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Les cinq dernières minutes. *Mort à la criée. Un mareyeur retrouvé gelé dans la chambre froide de son établissement, des suspects à la pelle, le suspens dure jusqu'à la fin. Mais, bon sang, c'est bien sûr !*
22 h 20 - Sur la sellette
23 h 05 - Terminus les étoiles
23 h 45 - Journal

FR 3

15 h 40 - Thomas Guérin, retraité. *Thomas Guérin retraité, s'ennuie chez ses enfants. Mais c'est grâce à un cirque, qu'il va suivre, qu'il retrouve goût à la vie. Une autre vision des retraités. C'est un film très attachant, destiné aux rugbyphobes.*
18 h 00 - Breiz o vev. *Festival C'hoariva brezoneg kastele paol, Festival de théâtre en breton de Saint Pol de Léon. Avec la troupe du Pays Pagan*
18 h 30 - Pour la jeunesse
19 h 10 - Soir 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Adrienne Lecouvreur. *Opéra de Francesco Cilea*
22 h 55 - Soir 3
23 h 15 - Thalassa

Dimanche 21 janvier

TF 1

13 h 00 - Journal
13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 15 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 30 - Tiercé à Vincennes
15 h 35 - L'escadron volant
16 h 25 - Sports première
17 h 40 - Noblesse oblige. (Film anglais de Robert Hamer 1949. *Louis d'Ascayne, méprisé par sa famille (sa mère, fille du duc de Chalfont, a épousé un tenor italien) entreprend de se débarrasser des membres de sa famille pour toucher l'héritage auquel il a droit. C'est une comédie d'humour noir très marrante, critiquant féroce et avec drôlerie tous les aspects de la société aristocratique. Le ton est acide et il y a des trouvailles géniales pour chacun des huit crimes. A voir et à déguster.*)
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le limier. (Film américain de Mankiewicz 1972). *Le romancier Andrew Wyke invite l'amant de sa femme pour l'humilier. Les deux acteurs vont évoluer dans un climat tendu, où se succèdent de multiples retournement de situation. A voir.*
22 h 55 - Ballet jazz
23 h 30 - Journal

A 2

13 h 40 - Top Club
15 h 20 - En savoir plus
16 h 20 - Le petit théâtre
16 h 55 - Monsieur Cinéma
17 h 35 - Chocolat du dimanche
18 h 05 - Aventures sauvages à Beetle Rock
18 h 55 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les nouvelles filles de Joshua Cabe.
21 h 45 - L'affaire Pelper. *Pelper, officier SS a pendant la guerre, dirigé de nombreux massacres, et sous les ordres d'Hitler a participé à l'élaboration des fours crématoires. Après avoir été condamné à mort, il est gracié et libéré en 1955. Le 14 juillet 1976, un corps est retrouvé calciné dans une maison à Treves, où il s'était installé depuis quelques années. Georges Arnaud et Roger Kahane se penchent sur cette affaire (avec l'aide de documents d'archives et d'interviews), car l'enquête n'a pu prouver qu'il s'agissait de Pelper.*
23 h 55 - Journal et fin

FR 3

16 h 35 - Prélude à l'après-midi
17 h 30 - Un comédien lit un auteur
18 h 30 - L'invitée de FR 3, Anny Duperey
19 h 45 - Spécial « Dom-Tom »
20 h 00 - Grande parade du jazz
20 h 30 - Haute curiosité
21 h 20 - Soir 3
21 h 30 - Encyclopédie du cinéma français
22 h 30 - Cinéma de minuit aspects du cinéma italien. *La fille à la valise. C'est un film typique du cinéma italien des années 60. Il traite du même sujet qu'Ete violent présenter il y a quelques semaines au « cinéma de minuit ». Est traité avec tendresse et en demi teinte l'amour malheureux d'un adolescent et d'une femme plus âgée que lui.*

SOMMAIRE

LIRE LES RUBRIQUES

P. 2
Revue des revues
P. 4 et 5 :
«Contraire au sein du peuple». Aujourd'hui :
Déstabilisation en Espagne. Pourquoi ?
P. 14
A livres ouverts
P. 15
Télévision-cinéma

DANS CE NUMÉRO :

P. 6
En direct des
travailleurs aux
travailleurs : SOS-Emploi
P. 8 et 9
Enquête : Les sidérurgistes
veulent vivre et travailler
à Longwy
P. 10
Où va l'informatique ?
P. 12
Giscard en Roumanie :
Dans la perspective d'un
désarmement en Europe

USA - CHINE

Conformément aux
accords passés pour la
normalisation des rela-
tions Chine-USA, le
gouvernement améri-
cain vient de créer un
institut pour les rela-
tions commerciale et
non officielles avec
Taiwan.

MARCHAIS EN GRECE

Marchais est en vo-
yage en Grèce à l'invita-
tion du parti révisi-
onniste KKE ; ce par-
ti, l'un des plus étroite-
ment alignés sur
Moscou en Europe, est
défavorable à l'entrée
de la Grèce dans la
CEE.

DANEMARK

L'instauration de
l'autonomie interne au
Groenland a été votée
par référendum à une
large majorité.



«La grève de six semaines que nous avons menée en 1975 sans que nous fassions céder la direction, pèse encore lourd dans la tête des travailleurs d'Air France» nous dit un délégué CFDT. «On sent un ras-le-bol mais les gars ne sont pas encore prêts à partir dans tous les services. Ce que l'on remarque quand même c'est que les collectes de solidarité avec l'atelier LA-SSL rapportent pas mal. Depuis quelques jours on a rassemblé trois millions de centimes». L'atelier LA-SSL ? Oui ils sont en grève depuis le 3 janvier et ils occupent leur atelier depuis le 10. C'est un des ateliers les plus combattifs d'Air France à Orly. «En 1975, c'est déjà eux qui étaient partis les premiers».

Beaucoup d'entre nous n'ont sans doute jamais imaginé qu'un avion se lave, se décape, se repeint comme une voiture. Il est impératif de le faire régulièrement (tous les 2 ou 3 ans). Les ouvriers payés à la pièce ont des conditions de travail particulièrement pénibles. Le travail d'entretien extérieur des avions se fait dans un immense atelier aux parois amovibles. Des ouvriers réunis dans le réfectoire nous énumèrent la vingtaine d'opérations à effectuer pour remettre la carrosserie d'un avion à neuf. La plupart des opérations se fait au jet, mais une bonne partie des produits utilisés sont toxiques. «Si on vient de manger quand on applique le diluant C 108 on a tout de suite des coliques» nous explique un ouvrier. Les 80 travailleurs de cet atelier ne disposent d'aucune protection vraiment efficace contre la pollution de l'air. «On a demandé l'installation d'extractions (puissants ventilateurs). La

direction avance des prétextes techniques pour refuser».

Tous les trois mois, les ouvriers de l'atelier sont soumis à une prise de sang. «On a demandé qu'elle soit effectuée par un autre service médical que celui d'Air France...». Quelquefois les peintres ont des nausées, des vertiges, depuis quelques années quatre ont eu le sang empoisonné. Le dernier en date remonte à décembre, quelques jours avant le début de la grève. «Il faut savoir qu'après les lavages et les applications de peinture, ils chauffent l'atelier à 30°». Pour terminer le tableau, les ouvriers de cet atelier travaillent en 3x8 : «On passe trois dimanches sur quatre dans l'atelier».

PREMIER RECUL DE LA DIRECTION

«Ce que nous voulons, c'est obtenir la catégorie Taux A ; actuellement nous sommes au taux B. Si

GREVE DES PEINTRES D'AIR FRANCE

nous obtenons gain de cause nous obtiendrons trois jours supplémentaires de congé annuel par an, on aura un mois de retraite de plus par année de présence. En plus, cela fera une augmentation de salaire».

Du point de vue des conditions de travail, les grévistes demandent en plus des extractions, un réfectoire disposant de fenêtres donnant à l'air libre. «En l'état actuel des choses toutes les vapeurs de peintures, de décapant et de solvant, on les respire en mangeant». La direction tout récemment a affirmé que ce réfectoire serait construit pour le mois d'octobre. Mais elle refuse de céder sur le taux A. Sur ce dernier point, elle s'est montré intraitable jusqu'à aujourd'hui. «Nous avons déjà eu de très nombreuses réunions avec un tas de responsables différents, ils ne veulent rien savoir». La direction de la «presti-

gieuse société» se conduit d'ailleurs comme n'importe quel patron. Samedi dernier elle faisait citer quatre délégués (2 CGT et 2 CFDT) en référés. Lundi après midi le tribunal de Corbeil prononçait «l'expulsion sans délai avec si nécessaire le concours de la force publique». Toutefois la direction semble hésiter à faire appel à la police. En 1975, c'est à la suite d'une intervention policière que la grève avait

connu une réelle extension. Pour soutenir les grévistes la grande majorité des travailleurs d'Air France a déjà débrayé deux fois.

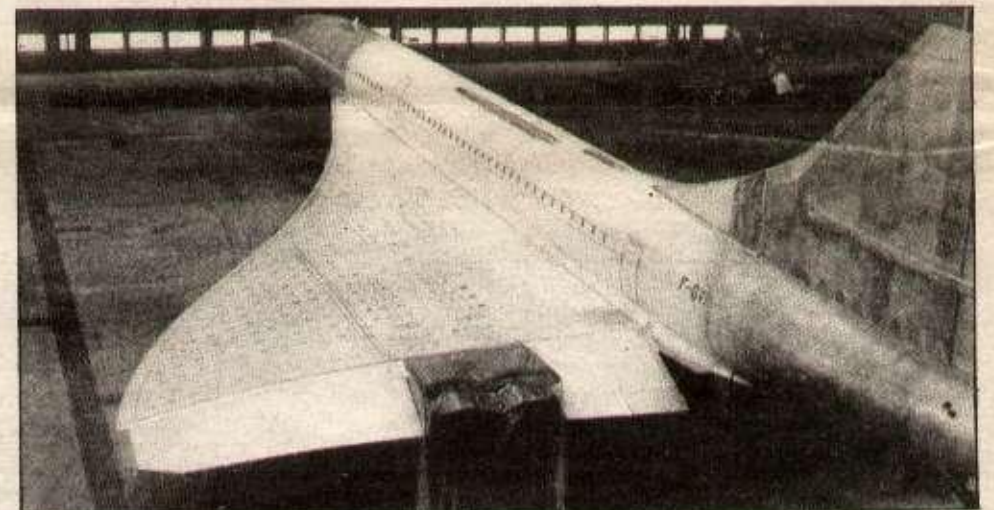
Fort de cette solidarité et de leur otage, un des quatre Concorde de la compagnie actuellement en réfection, les grévistes du LA-SSL n'ont pas l'intention de céder les premiers.

François MARCHADIER

POLICIER CGT AUX ARRÊTS

Le secrétaire de la section CGT de la Police de l'Air d'Orly a adressé à la direction d'Air France un message la sommant de céder «aux justes revendications des grévistes» et affirmant qu'il était opposé à toute intervention policière contre la grève

du LA-SSL. La réaction du pouvoir n'a pas trainé : mercredi soir, le policier syndicaliste était arrêté et interrogé par son supérieur hiérarchique jusqu'à jeudi matin où il était transféré à Paris. On dit que la décision viendrait de très haut.



Un Concorde en réfection de peinture à Orly, bloqué par la grève des peintres (photo exclusive QdP)

Renault : procès pour Flins, grève à Saint-Ouen

Renault Flins, Renault Saint-Ouen. A Versailles, le tribunal de grande instance décidait jeudi de se donner un délai jusqu'au 7 mars prochain dans les poursuites réciproques engagées par la CFDT et la Régie Renault, à la suite de la longue grève de mai-juin 78. Pour la Régie, qui poursuit Dia Nala, délégué CFDT, «ce responsable CFDT a agi en meneur prêt à tout, c'est pourquoi la Régie le poursuit, pour entrave à la liberté du travail et voies de fait». Elle tente en fait de faire payer un gréviste particulièrement actif, elle veut se venger. Car, comme l'a dit l'avocat de la CFDT, M. Grumbach, il n'est pas bien possible d'admettre qu'un seul homme ait pu tout diriger dans cette grève : «Il ne faut pas faire supporter à Dia Nala la responsabilité collective du conflit...».

Un délégué en grève ne peut voir son mandat suspendu, et c'est au contraire pendant la grève que ce mandat est important et doit être protégé».

Mais dès maintenant, la Régie doit être de nouveau sur le pied de guerre pour dénicher d'urgence un autre «meneur». La grève ne vient-elle pas de se déclencher à Renault Saint-Ouen ? Comment la Régie pouvait-elle prévoir qu'en licenciant un ouvrier malade depuis longtemps selon elle, elle se retrouverait avec 700 grévistes ? «Désorganise la production par son absentéisme élevé», tel était le motif invoqué. Boyer, le jeune ouvrier menacé, a 2 000 F par mois pour vivre, avec sa femme au chômage et son bébé. Ses camarades de travail refusent ce licenciement, le cinquième tenté par la direction ces derniers mois.

Montevault (Maine et Loire)

Non à l'expulsion de Fernand Richard !

Samedi dernier, à la ferme Saint-Michel, près de Montevault (Maine et Loire), 300 personnes se sont rassemblées pour défendre Fernand Richard, paysan-locataire menacé d'expulsion par sa propriétaire, Mademoiselle Saint-Royne.

Cela fait 11 ans maintenant que Fernand a signé un bail pour 18 hectares. Quelques mois après la signature, la propriétaire décidait de le résilier car voulant soi-disant (*) prendre elle-même la ferme en exploitation. Avec l'appui du tribunal paritaire (équivalent des Prud'hommes), elle va procéder à une tentative d'expulsion en 1979, mise en échec par la mobilisation populaire. C'est alors que la FDSEA, qui avait jusqu'alors soutenu très mollement Fernand (Melle Saint-Royne compte parmi les membres de la FDSEA), lui retire tout appui. C'est bientôt le

nouveau syndicat Paysans-Travailleurs qui prendra le relais. Entre-temps, Fernand s'est vu imposer une indemnisation à sa propriétaire, initialement 250 francs par mois, portée depuis à 750 F (soit moitié plus qu'un loyer pour une ferme équivalente). Fernand refuse toujours de payer et est appuyé dans son action par un Comité de soutien.

C'est ce Comité qui appelait au rassemblement samedi : pour empêcher la vente par huissier des biens de Fernand, décidée par le Tribunal d'Angers. Effectivement, cette vente n'a pu avoir lieu, grâce à la large mobilisation : il y avait là, entre autres, de nombreux paysans dont certains venus d'assez loin et qui ont mené ou mènent encore une même lutte contre leur propriétaire.

Une manifestation a ensuite eu lieu, jusqu'à la

maison de Melle Saint-Royne, qui habite tout près de la ferme et qui a refusé de recevoir une délégation. Cette mobilisation importante montre l'ampleur du soutien dont jouit Fernand parmi les travailleurs et les paysans de la région :

le report de la vente que ce soutien a permis d'imposer n'est qu'une première victoire, qu'il faudra maintenant élargir jusqu'à la réintégration totale de Fernand dans ses droits.

Corr. Angers

Centre de tri de Limoges : deuxième semaine de grève

Les postiers du centre de tri de la ville de Limoges en sont désormais à leur seconde semaine de grève en vue d'obtenir une augmentation de leur effectifs, ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail.

La direction jusqu'ici n'a rien voulu céder et tente même depuis quelques jours de prendre des mesures diverses pour casser l'efficacité du mouvement. Ainsi, elle envisage de faire effectuer le travail manquant par d'autres centres de tri. L'Union patronale locale, quant à elle, a mis à la disposition des entreprises locales son télex, destiné à remplacer le courrier arrêté par la grève. Les postiers, continuent la lutte.